

Niger—Questions générales et Appendice statistique

Ce document portant sur le **Niger** a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international à titre de documents de référence aux fins des consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment de son achèvement le **20 décembre 2006**. Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'équipe des services et ne reflètent pas nécessairement les vues des autorités nigériennes ni celles du Conseil d'administration du FMI.

La politique de publication des rapports des services et d'autres documents autorise la suppression d'informations sensibles.

En vue d'aider le FMI à évaluer sa politique de publication, les lecteurs sont invités à faire part de leurs commentaires qui peuvent être envoyés par courrier électronique à Publicationpolicy@imf.org

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

Fonds monétaire international • Service des publications
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org Internet: <http://www.imf.org>

Prix : 18 \$ EU l'exemplaire

Fonds monétaire international
Washington, D.C.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

NIGER

Questions générales et appendices statistiques

Préparé par M. Sacerdoti (Chef - Département Afrique), M. Farah, M. Fontaine et
M. Laporte (tous du Département Afrique)

Approuvé par le Département Afrique

Le 6 décembre 2006

	Page
I. Évolution du secteur financier.....	4
A. Aperçu du secteur financier.....	4
B. Récente évolution du système bancaire.....	5
C. Réformes du secteur financier.....	12
D. Le secteur de la microfinance au Niger.....	15
E. Récente évolution et principaux indicateurs de la microfinance.....	17
F. Conclusions.....	22
II. Sources de la croissance économique au Niger.....	24
A. Introduction.....	24
B. Aperçu historique.....	24
C. Analyse explicative de la croissance.....	26
D. Facteurs à l'origine de la faible productivité globale des facteurs du Niger.....	28
E. Résultats du secteur agricole.....	30
F. Conclusions.....	32
 Figures	
1. Croissance du nombre de succursales bancaires, 2000-06.....	6
2. Répartition du crédit par activité économique, 2005.....	8
3. Répartition du crédit bancaire par échéance, 2001-05.....	9
4. Prêts non productifs des banques et des établissements financiers (Niger par rapport au reste de l'UEMOA), 2000-05.....	10
5. Structure des taux d'intérêt, 2000-05.....	12
6. Nombre d'institutions de microfinance avec une licence, 1996-05.....	15
7. Indicateurs d'intermédiation financière des IMF.....	19

8.	Prêts non productifs des institutions de microfinance nigériennes, 2000-04.....	20
----	---	----

Tableaux textes

1.	Total actifs du système financier, 2005	5
2.	Répartition de la participation des banques commerciales dans les institutions financières spécialisées	7
3.	Ratio de concentration des banques, 2001-05.....	7
4.	Bilan résumé des banques et des institutions financières spécialisées, 2001-05	9
5.	Principaux indicateurs d'approfondissement financier, 2000-2005	10
6.	Principaux indicateurs financiers des pays de l'UEMOA, 2005	10
7.	Principaux indicateurs de respect des normes prudentielles de l'UEMOA, 2003-2005	11
8.	Rentabilité des banques, 2001-2005	13
9.	Principaux indicateurs des institutions de microfinance, 2000-2005	18
10.	Taux de pénétration des institutions de microfinance dans l'UEMOA, 2000	18
11.	Principaux indicateurs financiers des institutions de microfinance dans l'UEMOA, 2005	19
12.	Déterminants du taux de croissance du PIB réel par habitant, 1963-2003	33

Tableaux statistiques en annexe

	Données de base.....	35
1.	Produit intérieur brut à prix constants de 1987, 1998-2005.....	39
2.	Produit intérieur brut par secteur d'origine aux prix constants de 1987,1998-2005 ..	40
3.	Produit intérieur brut par secteur aux prix courants du marché, 1998-2005	41
4.	Produit intérieur brut du secteur moderne aux prix courants du marché, 1998-2005	42
5.	Produit intérieur brut du secteur traditionnel aux prix courants du marché, 1998-2005	43
6.	Offre et utilisation des ressources aux prix courants du marché, 1998-2005	44
7.	Production, commercialisation et exportations de produits agricoles, 1997/98-2004/05	45
8.	Superficie cultivée et rendement des principales cultures, 1997/98-2004/05.....	46
9.	Production, importations et consommation de céréales, 1998-20052005	47
10.	Taille et valeur du cheptel, 1998-2005	48
11.	Production et exportations du secteur de l'uranium, 1998-2005	49
12.	Chiffre d'affaires, production et valeur ajoutée (VA) par secteur industriel, 2000-2005	50
13.	Capacité de production et production du secteur industriel, 1998-2005	51
14.	Production, importations, ventes et prix de l'électricité, 1998-2005	52
15.	Prix des produits pétroliers à Niamey, 1998-2005.....	53
16.	Consommation des produits pétroliers, 1998-2005	54
17.	Indices des prix à la consommation à Niamey, 2003-2005	55
18.	Opérations financières de l'administration centrale, 1998-2005	56
19.	Contribution de l'uranium aux recettes budgétaires, 1998-2005.....	57

20.	Classification fonctionnelle des dépenses budgétaires, 1998-2005	58
21.	Situation monétaire, 1998-2005	59
22.	Avoirs extérieurs nets, 1998-2005	60
23.	Créances du système bancaire sur l'État, 1998-2005	61
24.	Récapitulatif comptable de la banque centrale, 1998-2005	62
25.	Récapitulatif comptable des banques commerciales, 1998-2005	63
26.	Répartition du crédit aux secteurs public et privé, 1998-2005 (en millions de FCFA)	64
27.	Répartition du crédit aux secteurs public et privé, 1998-2005 (en pourcentage).....	65
28.	Taux de réescompte appliqués par la banque centrale, 1989-2003	66
29.	Taux de prêts appliqués par les banques commerciales, 1998-1993	67
30.	Taux de dépôt appliqués par les banques commerciales, 1998-2005	68
31.	Taux d'intérêt du marché monétaire, 1998-2005.....	69
32.	Balance des paiements, 1998-2005	70
33.	Composition des exportations, 2000-2005	71
34.	Composition des importations, 2000-2005	72
35.	Direction des échanges, 1998-2005	73
36.	Dette publiques extérieure à moyen et long terme par créancier, 1998-2005 (en milliards de FCFA)	74
37.	Dette extérieure publique à moyen et long terme par créancier, 1998-2005 (en millions de dollars EU)	75
	Synthèse du système fiscal.....	76

I. ÉVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER

A. Aperçu du secteur financier

1. **Le Niger est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).** La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est responsable à la fois de la gestion de la politique monétaire du Niger et de la réglementation et de la supervision bancaires du pays. Le secteur financier relativement peu développé du Niger comprend la banque centrale, dix banques commerciales, deux banques spécialisées, le fonds national de sécurité sociale, cinq compagnies d'assurance, trois firmes de courtage et environ 170 institutions de microfinance (IMF) et (jusqu'à la fin de 2005) l'institution postale¹. La bourse régionale de l'UEMOA a un bureau à Niamey, la capitale du Niger.

2. **L'intermédiation financière du Niger reste faible.** À la fin de 2005, les ratios de la monnaie au sens large au PIB et des dépôts au PIB étaient les plus faibles de l'UEMOA. Selon les estimations des autorités, 80–90% de la population n'a pas accès à des services financiers.

3. **Le système bancaire domine le système financier.** Le total des actifs du système financier à la fin de 2005 s'établissait à 373 milliards de FCFA, soit 21 % du PIB (tableau 1)². Sur le total des actifs, les banques représentaient 63 %, les institutions financières non bancaires 29 %, le secteur des assurances 5,3 % et les institutions de microfinance 2,7 %. Les deux tiers des banques appartiennent à des investisseurs non nigériens, et des étrangers ont des intérêts dans trois des quatre sociétés d'assurances du pays (Tableau 2). Une compagnie d'assurances est étrangère à 100 %.

4. **Le secteur financier du Niger a souffert de graves difficultés à la fin des années 80 et dans les années 90.** Les banques, l'institution postale, le fonds de sécurité sociale et les institutions de microfinance sont tous passés par une crise financière. Nombres de facteurs ont contribué à ces difficultés ; au niveau macro, ils incluent de longues périodes d'instabilité politique et économique, une croissance économique atone ou négative, une pauvreté chronique, de faibles niveaux d'épargne et des années d'inertie des donateurs.

¹ L'Office des Postes et de l'Épargne (ONPE) a été scindé en 2006 en deux entités qui géreront séparément les activités postales et financières.

² Lorsqu'il interprète les différents ratios liés au total des actifs, le lecteur doit noter qu'il est possible que les actifs des institutions de microfinance soit plus importants parce qu'elles n'ont pas toutes rendu compte des résultats de leurs activités à la Cellule de contrôle de la microfinance du Ministère de l'économie et des finances, y compris quelque 70 institutions qui fonctionnent actuellement sans licence.

Tableau 1. Niger, total actifs du système financier, 2005

Institutions	Milliards FCFA	Pourcentage total
Banques	234.7	62.9
Banque internationale pour l'Afrique au Niger (BIA-Niger)	65.4	17.5
Bank of Africa-Niger (BOA-Niger)	56.5	15.2
Société nigérienne de banque (SONIBANK)	38.2	10.3
Banque commerciale du Niger (BCN)	39.8	10.7
Banque islamique du Niger pour le commerce et l'investissement (BINCI S.A.)	7.7	2.1
ECOBANK-Niger (ECOBANK)	12.8	3.4
Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce-Niger (BSIC-Niger-SA)	2.8	0.8
Crédit du Niger (CDN)	8.3	2.2
Banque régionale de solidarité du Niger (BRS-Niger)	3.2	0.9
Banque Atlantique Niger (BAN-Niger)		0.0
Institutions financières spécialisées	1.9	0.5
Caisse de prêts aux collectivités territoriales (CPCT)	1.9	0.5
Société sahélienne de financement (SAHFI)	...	...
Sociétés d'assurances	19.9	5.3
Leyma	5.9	1.6
UGAN	7.9	2.1
CAREN	2.8	0.8
NIA	3.3	0.9
Institutions bancaires non financières	106.4	28.5
<i>dont</i> : CNSS ^{1/}	88.0	23.6
ONPE	18.4	4.9
Institutions de microfinance	10.0	2.7
TOTAL	372.9	100.0

Source : autorités nigériennes.

^{1/}Caisse nationale de sécurité sociale exclue (CNSS).

5. **Des facteurs institutionnels ont aussi nui au secteur.** Ils incluent l'inefficacité du système judiciaire, les mauvaises politiques du secteur financier, notamment une supervision bancaire laxiste, la rigidité de la structure des taux d'intérêt et une affectation sectorielle du crédit. La mauvaise gestion, les prêts bonifiés et dirigés (particulièrement à la fin des années 70 et dans les années 80) ainsi que les problèmes budgétaires de l'État ont contribué à l'échec des institutions financières contrôlées par l'État.

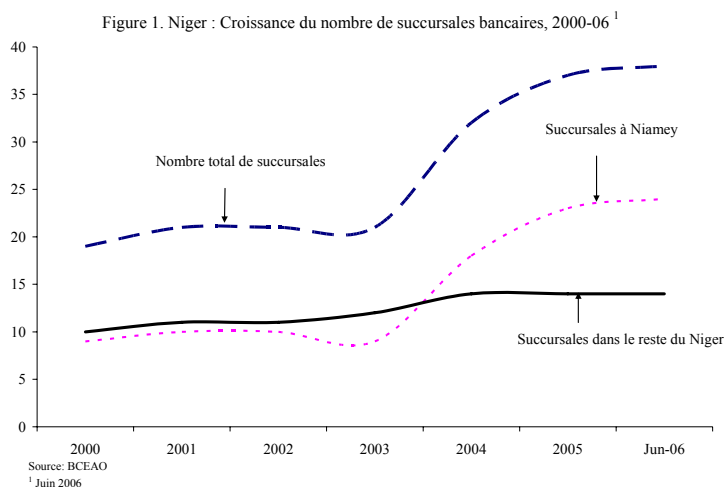
B. Récente évolution du système bancaire

6. **Comme le reste du système financier, le secteur bancaire a connu de graves difficultés financières à la fin des années 80.** Outre les facteurs qui ont affecté le système financier dans son ensemble, les arriérés de l'État envers les banques et le secteur privé ainsi que le coût élevé de l'obtention de titres fonciers ont nui au secteur bancaire. Les prêts au secteur agricole, qui représentent plus de 40 % du PIB, ont été limités à cause du manque d'organisation des exploitants et de l'absence de garanties suffisantes.

7. **La situation s'est améliorée depuis les élections de 1999.** L'amélioration des conditions politiques et socio-économiques a créé un contexte plus propice au développement du secteur financier. Depuis lors, d'autres réformes de ce secteur ont été mises en œuvre, notamment la restructuration de banques viables mais en difficulté financières et la liquidation des banques non viables, ont aussi étayé la reprise secteur bancaire.

8. **Au cours des années récentes, le nombre de banques et de succursales bancaires a rapidement progressé.** Au début des années 90, il y avait plus de 66 succursales bancaires, principalement des institutions bancaires spécialisées, mais le nombre a chuté de manière spectaculaire dans les années 80 après la fermeture de la Banque de développement de la République du Niger (BDRN) et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA). Après avoir chuté à neuf

banques (y compris une banque spécialisée) en 2000, le nombre de banques a grimpé à 12 (10 banques de détails et 2 institutions bancaires spécialisées) au milieu de 2006. De 2003 au milieu de 2006, le nombre de succursales bancaires est passé de 21 à 38 (figure 1), ce qui reflète le marketing agressif des quatre banques les plus importantes, rendu nécessaire par une concurrence plus farouche.



9. **Les banques les plus récentes du Niger — la Banque Atlantique, une banque régionale basée en Côte d'Ivoire et la Banque régionale de solidarité (BRS) — ont ouvert leurs portes en 2005.** Les opérations de la BRS, qui ciblent les clients bancaires traditionnels tout comme les clients à faible revenu, pourraient donner un coup de pouce à l'accès aux services bancaires et permettre une interaction avec les institutions de microfinance.

10. **La majorité du système bancaire du Niger est entre des mains étrangères.** À la fin de 2005, les prises de participations étrangères représentaient 66 % du total du capital du secteur bancaire (Tableau 2). La présence étrangère est dominée par des groupes basés dans les régions qui représentent l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord et qui ont intensifié sensiblement leur présence au cours des années passées. La seule autre présence internationale majeure est la banque Belgoise basée en Belgique qui est actionnaire de la BIA, la plus grande banque du Niger.

Tableau 2. Niger : Répartition de la participation des banques commerciales dans les institutions financières spécialisées
(Fin 2005)

Institutions	Société mère	Capital						
		Millions FCFA			Pourcentage			
		État	Privé	Non-national	Total	Intérieur	Étranger	Total
Banques commerciales								
BIA	Belgolaise/COFIPA	-	718	2,082	2,800	26	74	100
BOA	African Financial Holding	-	309	1,191	1,500	21	79	100
SONIBANK	Société Tunisienne de Banque	860	240	900	2,000	55	45	100
BCN	Libyan Arab Foreign Bank	342	-	1,685	2,027	17	83	100
BINCI	Islamic Development Bank and Daar Al Mal Al Islamic	610	-	1,200	1,810	34	66	100
ECOBANK	Ecobank Transnational Inc. ¹	-	975	1,125	2,100	46	54	100
BSIC	BSIC Group	-	-	3,337	3,337	-	100	100
CDN	Government of Niger	1,720	-	-	1,720	100	-	100
BRS	BRS Group	-	-	2,000	2,000	-	100	100
BAN ¹	Atlantic Bank Group	...	...	...	...	...	...	...
Institutions financières spécialisées								
CPCT	Gouvernement du Niger	1,129	-	-	1,129	100	-	100
SAHFI ¹	SAHFI S.A	...	...	...	...	...	...	...
Total		4,661	2,242	13,520	20,423	34	66	100

Source : BCEAO.

¹ Ouverte en 2005.

11. **Le secteur bancaire est extrêmement concentré.** En 2001–05, une seule banque détenait plus d'un quart du total des actifs et représentait entre un quart et un tiers du total des dépôts et des prêts bancaires (tableau 3). Les quatre banques les plus importantes représentaient 80–92% du marché au cours de cette période. La nature extrêmement concentrée du portefeuille de crédits est imputable à la structure économique, y compris à la prédominance des activités dans quelques domaines clés, à la présence de nombreuses activités informelles et au fait que le secteur bancaire est davantage axé sur les grosses sociétés que sur les petites et moyennes entreprises.

Tableau 3. Niger : Ratio de concentration des banques, 2001-05
(Pourcentage)

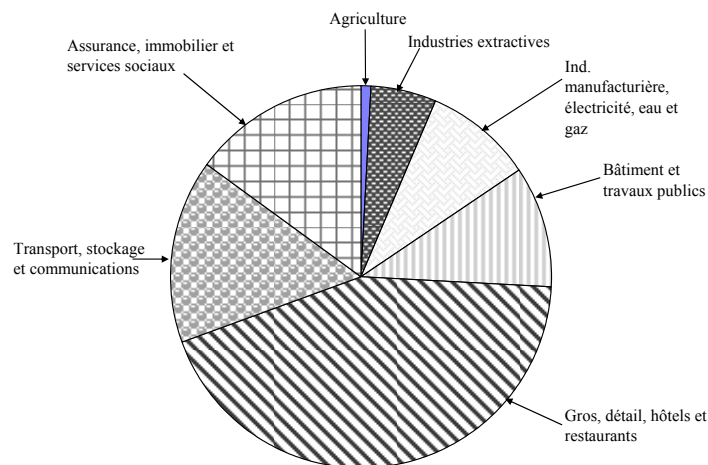
Concentration Ratio	2001			2002			2003			2004			2005		
	Actifs	Dépôts	Prêts	Actifs	Dépôts	Prêts	Actifs	Dépôts	Prêts	Actifs	Dépôts	Prêts	Actifs	Dépôts	Prêts
Banque 1	28.8	28.5	36.7	26.6	29.3	32.0	27.4	28.7	28.6	28.4	28.9	29.4	27.5	31.5	30.1
Banque 1+2	52.7	53.8	64.5	55.0	57.6	62.3	54.8	57.1	56.0	55.2	55.2	57.0	51.3	55.1	54.8
Banque 1+2+3	68.4	73.2	80.4	72.6	77.0	78.9	70.3	74.2	75.4	71.0	72.8	74.7	68.0	72.6	69.4
Banque 1+2+3+4	80.0	86.4	91.4	85.5	89.7	92.3	85.1	88.1	86.8	85.0	89.1	84.8	84.1	89.4	83.8
Autres	20.0	13.6	8.6	14.5	10.3	7.7	14.9	11.9	13.2	15.0	10.9	15.2	15.9	10.6	16.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

12. **Le portefeuille de prêts est concentré sur un petit nombre de diverses grosses entreprises.** À la fin de 2005, les dix bénéficiaires les plus importants représentaient 27 % du crédit au secteur privé. Au cours des années passées, on a constaté un changement dans la composition du crédit, avec une augmentation de la part des sociétés de télécommunications et une baisse de celle des sociétés d'uranium qui étaient traditionnellement les plus gros utilisateurs de crédit. À la fin de 2005, les trois plus grandes sociétés de télécommunications représentaient 7,7 % du total du crédit, les deux plus grandes compagnies pétrolières, 7,1 % et les sociétés minières, 6 %. La modification de la structure du portefeuille reflète, entre autres facteurs, la fin des investissements lourds des principales sociétés minières ainsi que la diversification économique. Certaines nouvelles initiatives dirigées par le secteur privé dans l'agriculture (nouvelle ligne de produits), l'extraction minière (charbon) et l'industrie

manufacturière (produits laitiers, cuir, etc.) pourraient aussi permettre de diversifier le portefeuille de crédit des entreprises. La plupart de ces initiatives sont encore dans la phase initiale de préparation.

13. **La répartition du crédit ne reflète pas l'importance relative des divers secteurs de l'économie.** En dépit de sa forte contribution au PIB, le secteur agricole a reçu moins de 1 % du total des crédits (figure 2). Le secteur commercial a traditionnellement été de loin le bénéficiaire le plus important ; à la fin de 2005, il absorbait 46 % du crédit au secteur privé. Néanmoins, la part de crédits octroyés au secteur commercial a chuté entre 2004 et 2005. En revanche, le crédit aux transports, à l'entreposage et aux communications a nettement augmenté, de 4,2 % en 2002 à plus de 16 % en 2005, principalement grâce à la solide croissance du secteur des télécommunications à la suite de la mise en place de la téléphonie mobile et de services Internet.

Figure 2. Niger : Répartition du crédit par activité économique, 2005



14. **Le secteur privé a accru son rôle de moteur de l'activité économique ainsi qu'en témoigne sa part croissante dans le total des crédits.** À la fin de 2005, la part du crédit au secteur privé avait augmenté de 63 %, au lieu de 40 % en 1999 (tableau 5). En même temps, la part de crédits de l'État a chuté de 60 % en 1999 à 37 % en 2005.

Tableau 4. Niger : Bilan résumé des banques et des institutions financières spécialisées, 2001-05

	2001		2002		2003		2004		2005	
	Millions de FCFA	%du total	Millions de FCFA	%du total	Millions de FCFA	%du total	Millions de FCFA	%du total	Millions de FCFA	%du total
Actifs										
Trésorerie et exigible banque	53.1	33.0	48.3	30.0	63.1	35.1	68.2	33.5	66.4	28.0
Prêts bancaires	71.8	44.6	82.3	51.2	87.9	48.9	104.1	51.1	131.9	55.7
<i>dont</i> : crédit LT (terme initial à échéance>12 ans)	2.27	1.4	2.2	1.4	1.5	0.8	1.7	0.8	3.1	1.3
Crédit MT (2<terme initial à échéance<10 years)	10.300	6.4	10.700	6.7	13.7	7.6	27.7	13.6	34.8	14.7
Crédit CT (terme initial à échéance<2 ans)	55.000	34.2	63.900	39.7	64.200	35.7	69.3	34.0	83.9	35.4
Autres actifs	36.1	22.4	30.2	18.8	28.7	16.0	31.5	15.5	38.5	16.3
<i>dont</i> : titres	8.9	5.5	9.4	5.8	7.600	4.2	7	3.4	10.9	4.6
TOTAL ACTIFS ¹	161.0	100.0	160.800	100.0	179.7	100.0	203.8	100.0	236.8	100.0
Passifs										
Dépôts interbancaires	14.4	9.0	11	6.9	19.6	10.9	13.5	6.6	21.5	9.1
Dépôts	110	68.5	116.2	72.5	128.2	71.4	155.7	76.4	172.6	73.0
<i>dont</i> : Dépôts à terme	36.1	22.5	47.4	29.6	50.9	28.4	99.2	48.7	111.7	47.2
Dépôts à vue	73.9	46.0	68.8	42.9	77.3	43.1	56.5	27.7	60.9	25.7
Autres passifs	15.3	9.5	11.000	6.9	9.9	5.5	10.3	5.1	14.7	6.2
Patrimoine net	20.8	13.0	22.1	13.8	21.8	12.1	24.3	11.9	27.800	11.7
<i>dont</i> : Réserves et capital	19.1	11.9	20.4	12.7	21.400	11.9	23.2	11.4	27.4	11.6
TOTAL PASSIFS ¹	160.5	100.0	160.3	100.0	179.5	100.0	203.8	100.0	236.6	100.0

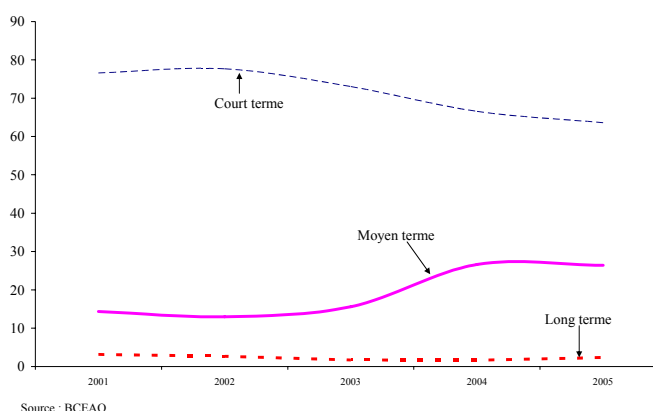
Source : BCEAO.

¹ Les chiffres sont arrondis.

15. **La structure du crédit bancaire par échéance a évolué dans le temps.** De 2003 à 2005, alors que la part du crédit à court terme chutait de 13 points de pourcentage, la part du crédit à moyen terme était pratiquement doublée (tableau 4; figure 3). Les principaux facteurs qui sont à l'origine de cette tendance sont les suivants : i) les importants investissements d'infrastructures réalisés avant les Jeux de la francophonie de décembre 2005 et ii) les investissements accrus des sociétés de télécommunications.

16. **En dépit de l'ouverture d'un plus grand nombre de banques, le taux de pénétration au Niger reste parmi les plus faibles de la région.** Les autorités estiment que 10 à 20 % de la population seulement a accès aux services bancaires. La couverture est hautement concentrée à Niamey. Dans cette ville, les deux tiers de toutes les succursales bancaires desservent une population de 808 000 habitants, soit une succursale pour 33.700 habitants, comparé à une succursale pour 844 000 habitants dans les régions autres que la capitale (figure 1).

Figure 3. Niger : Répartition du crédit bancaire par échéance, 2001-05 (En pourcentage du crédit total)



Source : BCEAO.

17. **Eu égard au faible taux de pénétration, l'approfondissement financier a été modeste.** La plupart des indicateurs clés de l'approfondissement financier n'ont enregistré qu'une croissance modeste au cours des cinq dernières années (tableau 5). Les ratios du crédit au PIB et des dépôts au PIB n'ont augmenté que d'environ deux points de pourcentage

et le ratio du crédit au secteur privé au PIB n'a progressé que d'environ un point de pourcentage depuis 2000. Toutefois, le ratio de la monnaie au sens large au PIB a progressé de 5,6 points de pourcentage.

Tableau 5. Niger : Principaux indicateurs d'approfondissement financier
(Millions de FCFA, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monnaie au sens large (M2)	103.2	137.0	136.4	194.0	233.3	248.6
Crédit intérieur	111.6	114.0	128.9	139.7	186.4	191.8
Crédit à l'économie	68.6	66.0	75.8	83.0	101.1	121.3
Crédit net à l'Etat	43.0	48.0	53.1	56.6	85.3	70.5
PIB	1,280.4	1,426.0	1,512.8	1,574.1	1,554.8	1,793.0
M2/PIB (%)	8.1	9.6	9.0	12.3	15.0	13.9
Crédit à l'économie/PIB (%)	5.4	4.6	5.0	5.3	6.5	6.8
Dépôts	69.5	85.5	95.4	106.6	132.5	137.9
Dépôts privés	65.1	82.2	92.6	104.0	129.5	134.8
Dépôts Etat	4.3	3.4	2.8	2.6	3.0	3.1
Dépôts/PIB (%)	5.4	6.0	6.3	6.8	8.5	7.7
Crédit intérieur/PIB	8.7	8.0	8.5	8.9	12.0	10.7

Sources : autorités nigériennes et BCEAO.

Tableau 6. Niger : Principaux indicateurs financiers des pays de l'UEMOA, 2005
(Pourcentage)

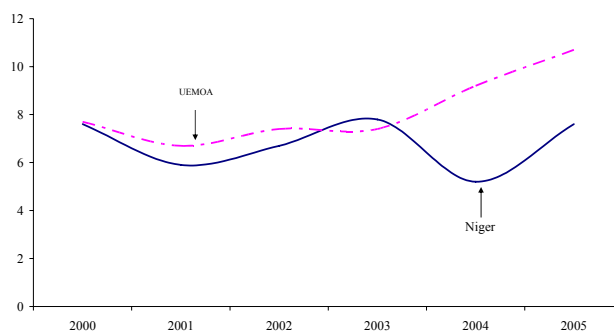
	M2/PIB	Crédit intérieur/PIB	Total dépôts/PIB	Crédit au secteur privé/PIB
Bénin	27.4	12.9	17.7	16.2
Burkina Faso	18.7	14.9	13.4	15.9
Côte d'Ivoire	24.1	18.2	15.2	13.6
Guinée-Bissau	33.3	9.1	7.6	2.1
Mali	29.7	17.3	17.5	18.2
Niger	13.9	10.7	7.7	6.8
Sénégal	34.2	22.1	25.6	22.8
Togo	28.3	18.0	22.4	17.6

Sources : IFS et WEO.

18. **L'approfondissement financier limité du Niger semble encore plus prononcé lorsqu'on le compare avec les autres pays de l'UEMOA.** À la fin de 2005, le Niger avait le ratio de la monnaie au sens large au PIB et des dépôts au PIB le plus faible et son ratio du crédit total au PIB et du crédit au secteur privé au PIB occupait l'avant-dernière place (tableau 6) en dépit de l'ouverture de nouvelles banques.

19. **La qualité du portefeuille de prêts du Niger semble néanmoins relativement bonne par rapport aux données régionales.** À l'exception de 2003, le ratio de prêts non productifs au total des prêts au Niger est inférieur à la moyenne de l'UEMOA. (figure 4).

Figure 4. Niger : Prêts non productifs des banques et des institutions financières, Niger / reste de l'UEMOA, 2000-05 (En % du total des prêts)



Source : BCEAO

20. Les banques nigériennes satisfont aux ratios prudentiels de l'UEMOA. À la fin de 2005, toutes les banques nigériennes respectaient la totalité des trois normes clés de l'UEMOA — le ratio d'adéquation du capital pondéré en fonction du risque, la participation au capital des sociétés non bancaires et le ratio obligatoire de crédit aux initiés au capital effectif (tableau 7). Huit banques sur dix satisfaisaient aussi au ratio de liquidité obligatoire. Une banque ne satisfaisait pas à l'obligation minimum de capital effectif.

Tableau 7. Niger : Principaux indicateurs de respect des normes prudentielles de l'UEMOA, 2003-05

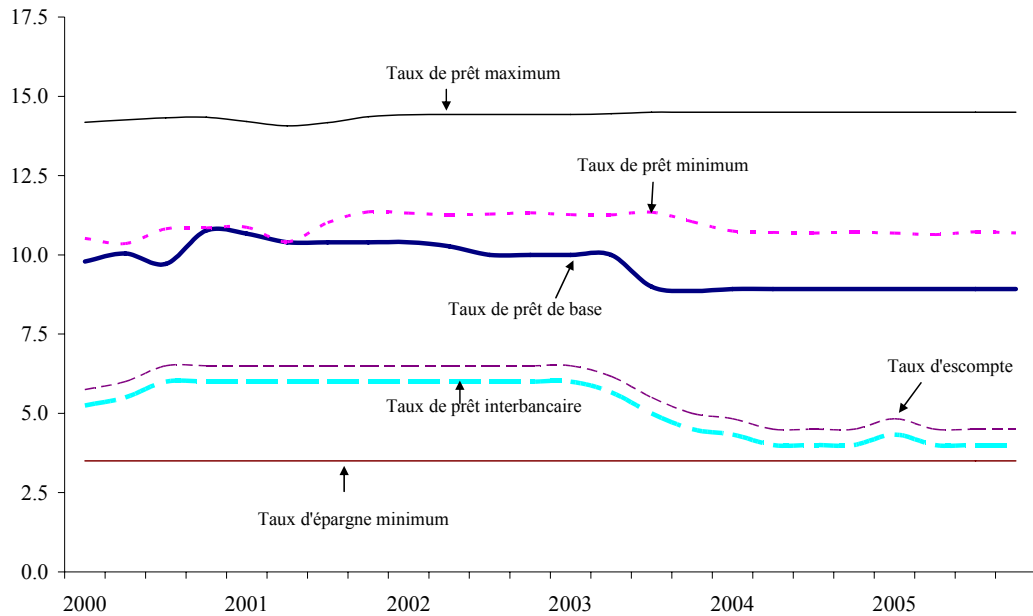
Ratio prudentiel UEMOA	Norme	Nombre de banques sur total qui respectent les normes UEMOA		
		2003	2004	2005
Coefficient de capital obligatoire	> 1000 millions FCFA	6/8	7/9	9/10
Ratio d'adéquation du capital pondéré par le risq	> 8 %	8/8	9/9	10/10
Ratio de transformation	> 75 %	4/8	8/9	6/10
Ratio de liquidité	> 75 %	6/8	7/9	8/10
Participation au capital des compagnies non bar	< 15 %	8/8	9/9	10/10
Immobilisations/Capital effectif	< 100 %	8/8	8/9	8/10
Crédit à la direction/Capital effectif	< 20 %	8/8	9/9	10/10

Source : BCEAO.

21. **Les taux d'intérêt au Niger sont très stables depuis quelques années.** La BCEAO a baissé le taux d'escompte de 5,5 % en juillet 2003 à 4,5 % en mars 2004 en trois étapes. Plus récemment, le taux a été relevé à 4,75 % en août 2006 (figure 5). Avec un taux d'escompte inférieur et une concurrence accrue, les taux de prêts et les taux de dépôt ont depuis chuté. Le taux d'épargne — le taux d'intérêt plancher — restant inchangé, l'écart entre les taux d'intérêt s'est contracté. Comme dans le reste de l'UEMOA, les taux d'intérêt du Niger sont partiellement réglementés. Les taux de prêts sont librement fixés par les banques jusqu'à un maximum de 18 % (taux usuraire). Le taux d'intérêt minimum sur livret a été fixé à 3,5 % pour les dépôts jusqu'à 5 millions de FCFA depuis 1996; au-delà de ce montant, les banques et les clients négocient le taux d'intérêt.

22. **Les banques nigériennes ont des marges bénéficiaires relativement élevées, bien que les coûts d'exploitation aient tendance à dépasser la moyenne régionale.** Le revenu moyen sur les prêts, net du coût des ressources financières, en 2000-05 était de 10,7% (tableau 8), ce qui reflète le faible coût moyen des ressources du Niger et ses taux de prêts relativement élevés (voir figure 5) ainsi que sa part relativement importante de dépôts (à vue) non rémunérés (tableau 4). Le pourcentage élevé de dépôts à vue illustre la dominance du secteur commercial — qui contraint les sociétés à être hautement liquides eu égard à l'absence d'instruments bancaires au Niger — ainsi que l'importance du secteur informel. Bien qu'en 2000-05 le revenu net moyen des prêts était à peine plus élevé que la moyenne de l'UEMOA, les coûts d'exploitation étaient supérieurs au reste de la région. De fait, en 2000-05, le coefficient net d'exploitation — les frais d'exploitation en pourcentage du revenu bancaire net — a fluctué entre 68 et 75 %, alors que la moyenne de l'UEMOA n'a pas dépassé 70 %.

Figure 5. Niger-Structure des taux d'intérêt, 2000-05



C. Réformes du secteur financier

23. **Les premières réformes majeures du secteur financier ont été entreprises à la fin des années 80 et au début des années 90.** Ces réformes, qui ont été mises en œuvre dans le contexte de réformes plus exhaustives de la BCEAO, comprenaient des mesures juridiques et institutionnelles. Au niveau régional, les réformes incluaient l'adoption d'une loi bancaire régionale (1989), la création de la Commission bancaire régionale (1990) et l'introduction d'un nouveau code régional d'assurance. Un cadre régional de réglementation et de supervision du secteur de la microfinance a aussi été adopté en 1996.

24. **Au niveau national, les réformes étaient axées sur la restructuration des banques en difficulté mais financièrement viables ainsi que sur la liquidation des banques non viables.** Quatre banques ont été restructurées — la Nigerian International Bank (NIB) en 1983, la Banque arabe libyenne nigérienne pour le commerce extérieur et le développement (Balinex) en 1993, la Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest (BIAO-Niger) en 1995 et la Banque islamique pour le Niger (BIN) en 1996. Quatre autres banques ont été liquidées — la BDRN, la CNCA, la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Niger (BICIN) en 1992 et la Bank of Credit and Commerce-Niger (BCC) en 1995. Les quatre banques ont été restructurées et de nouvelles banques sont apparues : la NIB est devenue la BOA; la BIAO-Niger, qui a été reprise par le groupe de la Belgoise, est maintenant la Banque internationale pour l'Afrique (BIA) la Balinex est devenue la Banque commerciale du Niger (BCN) et la BIN est devenue la Banque islamique du Niger pour le commerce et

Tableau 8. Niger : Rentabilité des banques, 2001-05
(Millions de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005
1. REVENUS DES INTÉRÊTS	16214	16726	17574	20211	23669
Trésor et opérations interbancaires	1041	950	536	644	725
Operations clients	11406	12073	13244	15412	18116
Titres et opérations diverses	740	754	736	634	628
Crédit-bail et opérations similaires	0	0	0	1	0
Operations de change	2443	2121	2307	2750	3213
Operations hors bilan	546	756	626	746	922
Services financiers fournis	61	83	121	136	79
Autres revenus	0	0	4	16	11
<i>Moins intérêts sur trésorerie non productive et opérations interbancaires</i>	0	0	0	0	0
<i>Intérêts des opérations clients non productives</i>	23	11	0	128	25
2. COÛT DES INTÉRÊTS	2592	2651	2755	2802	3531
Trésor et opérations interbancaires	1180	608	515	644	624
Operations clients	1294	1608	1654	1858	2182
Titres et opérations diverses	4	9	10	8	6
Crédit-bail et opérations similaires	0	0	0	0	0
Operations de change	98	391	486	169	569
Operations hors bilan	0	3	8	13	7
Services financiers fournis	14	18	13	44	64
Autres revenus	2	14	69	66	79
3. REVENUS INTÉRÊTS NETS (NII) (1-2)	13622	14075	14819	17409	20138
4. REVENUS HORS INTÉRÊTS	192	166	180	297	240
Revenu immobilier	8	67	86	62	90
Autres revenus (subventions exclues)	295	233	197	235	328
<i>Moins opérations financières sur immobilisations</i>	0	0	0	0	0
<i>Revenus sur autres opérations non financières</i>	111	134	103	0	178
5. DÉPENSES HORS INTÉRÊTS	8045	8665	9409	11765	12617
Dépenses personnelles	3284	3492	3888	4650	5007
Frais exploitation divers	406	508	5032	6373	7026
Taxes et commissions	4355	4665	489	742	584
6. DÉPRÉCIATION ET PROVISIONS NETTES SUR IMMOBILISATIONS	1222	1124	1141	1334	1247
7. REVENUS BRUTS APRÈS DÉPRÉCIATION (3+4-5-6)	4547	4452	4449	4607	6514
8. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	2048	1656	2349	3056	1627
Contributions aux provisions et aux pertes irrécouvrables	3753	3456	3871	6809	2975
Contributions à la dépréciation immobilier et provisions	1705	1800	1522	3753	1348
9. INTÉRÊTS SUR CRÉANCES DOUTEUSES	23	11	0	128	25
10. BÉNÉFICES/PERTES D'EXPLOITATION (-) (7-8+9)	2522	2807	2100	1679	4912
11. Postes extraordinaires	-91	-96	597	596	-172
12. Revenus de l'exercice précédent	-501	-492	-204	124	-387
13. Taxe bénéfice	787	1147	769	1088	1502
14. REVENU NET (10+11+12+13) = (15+16)	1143	1072	1724	1311	2851
15. Profits	1745	1847	2531	2694	3894
16. Pertes	-602	-775	-807	-1383	-1043
<i>Pour mémoire:</i>					
Revenu moyen sur prêts (Niger)	10.5	10.9	10.4	10.5	10.6
Revenu moyen sur prêts (UEMOA)	10.0	10.1	9.9	9.6	9.6
Rendement sur fonds propres (%) (Niger)	5.2	4.5	7.5	5.0	9.2
Rendement sur fonds propres (%) (UEMOA)	5.1	4.5	7.4	8.6	9.9
Ration d'exploitation (frais d'exploitation/NII) (Niger)	68.0	69.5	71.2	75.2	68.8
Ration d'exploitation (frais d'exploitation/NII) UEMOA	69.3	69.7	68.4	68.3	66.3

Source : Commission bancaire de l'UEMOA.

l'investissement (BINCI). Cependant, toutes ne sont pas immédiatement devenues rentables. La BINCI a été placée sous surveillance renforcée par la Commission bancaire en 1996 après avoir enregistré d'énormes pertes ainsi qu'une détérioration de ses fonds propres. Pendant la période de surveillance renforcée, la banque a amélioré sa gestion et ses contrôles internes, ce qui lui a permis de respecter les principales normes prudentielles de l'UEMOA et de faire lever la surveillance renforcée en 2003. La BCN a été placée sous administration provisoire en 2001 après des années de rentabilité médiocre et de niveaux élevés de créances douteuses. L'administration provisoire a été levée en 2004 après la restructuration et la recapitalisation.

25. Les institutions financières publiques ont aussi connu des difficultés financières.

Lors d'une restructuration ultérieure, deux des institutions financières les plus anciennes du Niger—le Crédit du Niger (CDN) et la Caisse de prêts aux collectivités territoriales (CPCT)—ont été placées sous administration provisoire en 1999. Le CDN, créé en tant que banque immobilière en 1957, dessert principalement les fonctionnaires de l'État qui, dans les années 90, ont été payés de manière irrégulière. L'accumulation des arriérés de salaires a fini par compromettre les dépôts du CDN et a réduit sa capacité à recouvrer les créances auprès des employés dans l'attente d'un versement de salaire et a poussé l'institution à la faillite. La déroute de la CPCT, institution spécialisée créée pour fournir des services financiers (tels que des crédits à l'investissement) aux administrations locales, a aussi souffert des difficultés financières de l'État. Des problèmes budgétaires à tous les niveaux des administrations publiques dans les années 90 ont lourdement pesé sur le bilan de la CPCT et ont fini par l'acculer à une administration provisoire. L'ONPE a aussi rencontré d'importantes difficultés financières qui se sont traduites par un gel des dépôts postaux à la fin des années 90.

26. En 2004, les autorités ont mis au point un programme de réforme du secteur financier avec l'assistance de la Banque mondiale. Pour appuyer ce programme, la Banque mondiale a approuvé en 2004 un prêt-projet de développement du secteur financier (FSDP – Financial Sector Development Project Loan) de 14, 8 millions de dollars EU. Les principaux éléments du programme de réformes sont les suivants : (i) une restructuration des banques qui sont encore sous le contrôle de l'État (CDN et CPCT)³; (ii) une restructuration de l'ONPE; (iii) un audit actuariel de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS); (iv) une réforme du secteur des assurances et (v) la promotion et la supervision du secteur de la microfinance.⁴ Bien que beaucoup reste à faire, des progrès notables ont été accomplis dans la mise en œuvre des réformes. Les principaux développements et les questions qui restent en suspens incluent :

- **La privatisation du CDN:** L'objectif consiste à privatiser le CDN au début de 2007. Après un exercice destiné à confirmer la situation financière et l'endettement net de la banque en 2005, un expert recruté en 2006 a présenté à l'administration centrale trois options pour finaliser la privatisation. Les autorités ont choisi la privatisation moyennant un appel d'offre international. L'une des conditions préalables est que le

³ Le FMI a étroitement collaboré avec la Banque mondiale pour réaliser les études sur le CDN et la CPCT.

⁴ La restructuration de la BINCI était incluse dans le projet d'origine ; toutefois, la surveillance renforcée de la BINCI ayant été interrompue en 2003, ce type de restructuration n'est pas couverte par le projet.

CDN définisse un calendrier de remboursement de sa dette envers la banque centrale, ce qui est près d'être achevé. L'appel d'offre international devrait être lancé au début de 2007 pour que la privatisation soit terminée au milieu de la même année.

- **La restructuration de l'ONPE:** L'ONPE est scindé en deux entités : **Nigerposte** et **Finaposte**, qui géreront respectivement les services postaux et les services financiers. **Nigerposte** a été créé en mars 2006 et son conseil a approuvé la création de Finaposte le même mois. Cette dernière commencera à fonctionner lorsque l'institution sera recapitalisée avec un montant minimum de un milliard de FCFA afin de satisfaire à l'obligation lui permettant d'obtenir une licence financière de la Commission bancaire de l'UEMOA. L'administration centrale s'est engagée à verser ce montant avant la fin de 2006.
- **Le réforme de la CNSS:** Bien qu'elle soit un élément important de la restructuration, la réforme de la CNSS a fait peu de progrès car il est nécessaire de réaliser un audit actuariel actualisé.
- **La restructuration de la CPCT:** Eu égard aux contraintes de capacités, l'administration centrale a préféré mettre l'accent sur la restructuration du CDN et de l'ONPE et a reporté la restructuration de la CPCT à 2007.
- **La microfinance :** Dans ce domaine, la réforme clé fait intervenir la création d'un nouvel organe de réglementation des institutions de microfinance (voir section suivante).

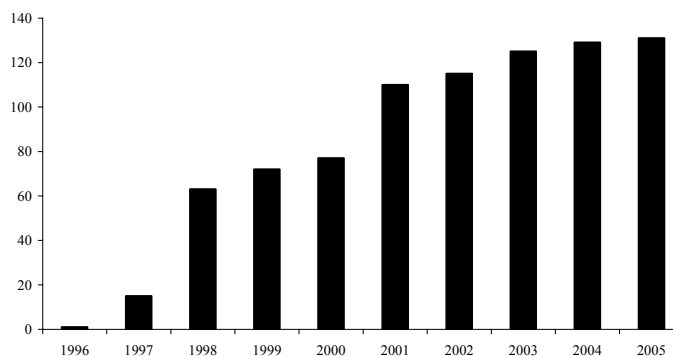
D. Le secteur de la microfinance au Niger

Généralités et contexte

27. **Bien que les activités des institutions de microfinance (IMF) du Niger aient débuté en 1989, ce n'est qu'à la fin des années 90 qu'elles ont véritablement pris leur essor** alors que de nombreuses institutions commençaient à remplir le vide de service laissé par la BDRN et la CNCA.

28. **Le nombre d'IMF détentrices d'une licence est monté en flèche de 15 en 1997 à 72 en 1999** (figure 6). À ce stade, le rôle des IMF dans lutte contre la pauvreté, notamment les coopératives créées dans les zones rurales, était largement accepté. En 2000, des institutions de crédit direct sont arrivées au Niger. Plus récemment, les institutions offrant des crédits liés aux projets

Figure 6. Niger : Nombre d'institutions de microfinance avec une licence, 1996-2005



Source : autorités nigériennes.

financés par des fonds des donateurs ont rejoint le secteur. Comme on l'a dit plus haut, il y a environ 170 IMF actuellement en activité au Niger ; environ 70 fonctionnent sans licence.

29. Les IMF du Niger fonctionnent le plus couramment selon les trois modes suivants :

- **Les associations de crédit mutuel :** Environ 140 associations de crédit mutuel offrent des crédits aux consommateurs qui sont titulaires d'un compte d'épargne dans l'institution. Les principaux acteurs sont les MCEPEC et l'UMEC (réseaux) ainsi que le TAMAIKO, la MECREF, et N'GADA (institutions autonomes).
- **Les institutions de crédit direct :** Ces institutions, au nombre de dix, offrent des crédits sans exiger des emprunteurs qu'ils aient un compte d'épargne dans l'institution. Les plus connus sont le SICR-KOKARI et AQUADEV/ASUSU CIIGABA.
- **Institutions liées à des projets :** Au lieu d'offrir uniquement des services financiers, ces 20 institutions appuient de manière typique la mise en œuvre de projets spécifiques et par conséquent se retirent lorsque ces projets sont terminés.

30. **Le cadre réglementaire du secteur de la microfinance du Niger ressemble à celui du reste de l'UEMOA.** Le cadre inclut la Loi Parmec (approuvée en 1996 pour réglementer les institutions d'épargne et les associations de crédit mutuel) ainsi que des instructions émanant de la BCEAO qui régissent la production des états financiers. Au niveau national, la Cellule de contrôle de la microfinance du Ministère de l'économie et des finances supervise les activités des IMF. La supervision de cette unité est restée inefficace à cause, entre autres facteurs, du manque de capacités et de ressources humaines et financières inadéquates. De fait, on ne connaît pas exactement le nombre des IMF et nombre de ces institutions fonctionnent sans licence. Un nouvel organe de réglementation des IMF, qui devrait être mis en place avant la fin de 2006, conjointement à une enquête exhaustive sur les IMF — dont les résultats devraient être publiés au cours de la première moitié de 2007 — devraient contribuer à remédier à ces insuffisances.

31. **Plusieurs grosses IMF ont rencontré des difficultés financières au cours des années passées.** Deux grandes institutions — le Mouvement des caisses d'épargnes et de crédit (MCEPEC) (un réseau) et le TAIMAKO (une IMF autonome) — sont placées sous administration provisoire depuis 2001.⁵ Elles représentaient plus de 19 % du total des bénéficiaires de ces institutions en 2004. Une troisième institution, l'ADDACHE, également placée sous administration provisoire, est proche de la liquidation. Bien qu'elle ne soit pas placée sous administration, l'Union des mutuelles d'épargne et de crédit (UMEC), qui desservait environ 9 % du total des utilisateurs des IMF en 2004, est en difficulté financière et pourrait déclarer faillite.

⁵ Seule la maison mère des MCEPEC a été placée sous administration ; la plupart des membres du réseau sont en bonne santé financière. Nombre de membres de l'UMEC sont aussi en bonne santé financière.

32. **Néanmoins, certaines IMF ont obtenu de bons résultats**, notamment les institutions autonomes de la MCREF (une IMF essentiellement féminine), le SICR-KOKARI, le TANAADI et les groupes AQUADEV. En général, ce sont les IMF dotées d'une direction compétente et d'un solide contrôle interne qui ont obtenu les meilleurs résultats.

33. **Plusieurs facteurs ont contribué aux difficultés de nombre d'institutions.** Au niveau des IMF, la mauvaise gestion, le manque de personnel qualifié, l'absence de procédures et de systèmes comptables adéquats ont compromis les résultats. La supervision a aussi été déficiente à cause d'audits et d'inspections insuffisants et parce que les mesures décisives nécessaires contre les IMF défailtantes n'ont pas été prises.

34. **Pour remédier à ces insuffisances, le secteur de la microfinance a bénéficié d'une importante assistance des donateurs.** Le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), par le biais du Projet de développement du secteur financier rural (RFSDP — Rural Finance Sector Development Project), et la Banque mondiale, par l'intermédiaire du FSDP, ont fourni une assistance financière et technique à différentes structures, y compris aux IMF, à l'Association nigérienne des institutions professionnelles de microfinance (ANIP-MF) et à la Cellule de contrôle des IMF. La Banque mondiale a également aidé un certain nombre d'IMF grâce au Projet d'irrigation privé (PIP II) en fournissant des subventions directes ainsi qu'en faisant appel aux services des IMF pour mettre en œuvre d'autres activités liées à des projets. Au-delà du RFSDP et du FSDP, l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (Lux Development) et Desjardins International Development (DID), basé au Canada, ont aussi offert leur assistance au secteur de la microfinance ; toutefois, ces efforts ont été plus ciblés⁶. La Lux Development est intervenue principalement dans le secteur artisanal par l'intermédiaire des IMF, alors que DID a mis l'accent sur la restructuration du MCEPEC.

E. Récente évolution et principaux indicateurs de la microfinance

35. **Les principaux indicateurs témoignent d'une croissance régulière des activités de microfinance en dépit des faiblesses financières du secteur.** De 1998 à 2005, la clientèle des IMF a progressé de plus de 50 %, les dépôts ont plus que doublé et le crédit a pratiquement été multiplié par deux et demi (tableau 9). L'impact social des IMF a été notable au cours de cette période.

36. **Les IMF ont eu un impact positif sur les pauvres** et l'accès accru des femmes en est l'un des signes. Comme on le voit au tableau 9, le nombre de femmes bénéficiaires a plus que triplé en 2000–05. À la fin de 2005, les femmes représentaient environ la moitié de tous les clients, comparé à un tiers en 2000. La présence est une autre mesure de l'impact sur les pauvres. Le nombre de points de services des IMF atteignait un total de 177 à la fin de 2005, ce qui représente environ 90 % des points de vente du système financier dans son ensemble.

⁶ DID est un groupe canadien qui se spécialise dans la fourniture d'assistance technique aux entités d'investissement communautaire dans les pays émergents et en développement. Il est présent dans 20 pays en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes, en Asie, en Europe de l'Est et en Europe centrale.

Tableau 9. Niger : Principaux indicateurs des institutions de microfinance, 2000-05 ¹

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre d'institutions qui rendent compte au MEF	83.0	75.0	57.0	54.0	61.0	79.0
Total actifs (millions de FCFA)	4,128.0	4,759.0	5,018.0	5,956.0	7,882.0	10,048.0
Dépôts (millions de FCFA)	2,169.0	2,565.0	2,981.0	3,325.0	3,856.0	4,186.0
En pourcentage du total du secteur financier	3.0	2.9	3.0	3.0	2.8	2.9
Taille moyenne des dépôts (FCFA)	43,393.0	30,568.0	38,013.0	39,625.0	40,987.0	...
Nombre de points de service	171.0	167.0	177.0	177.0	170.0	...
En % total secteur financier	90.0	88.8	89.4	89.4	84.2	...
Encours crédit (millions de FCFA)	2,649.0	2,748.0	2,829.0	3,586.0	4,380.0	6,289.0
Nombre de prêts en cours	11,570.0	12,243.0	14,572.0	16,543.0	23,603.0	...
En % total secteur financier	2.3	2.4	2.1	2.5	2.3	3.2
Taille moyenne prêts en cours (FCFA)	228,965.0	171,141.0	183,325.0	205,094.0	180,699.0	...
Prêts non productifs (millions de FCFA)	322.0	406.0	431.0	405.0	415.0	...
Créances douteuses en % total crédit des IMF-Niger	12.2	14.8	15.2	11.3	9.5	...
Créances douteuses en % total crédit des IMF-UEMOA	11.3	6.4	6.7	5.9	5.1	n/a
Investissements (millions FCFA)	526.0	485.0	621.0	768.0	1,408.0	...
En % total actifs	12.7	10.2	12.4	12.9	17.9	...
Subventions (millions de FCFA)	286.0	291.0	354.0	347.0	578.0	590.0
En % total actifs	6.9	6.1	7.1	5.8	7.3	5.9
Revenus agrégés nets (millions de FCFA)	-296.0	-86.0	57.0	64.0	35.0	-21.0
Coûts d'exploitation	1,168.0	990.0	1,026.0	1,158.0	1,416.0	21.2
Total bénéficiaires ²	100,000.0	125,000.0	151,000.0	156,000.0	170,988.0	225,588.3
dont: femmes ³	33,576.6	39,858.8	73,178.4	78,104.9	85,609.0	118,111.0
Pourcentage femmes dans total bénéficiaires IMF	33.6	39.9	48.5	50.1	50.1	52.4
Total population ⁴	10,735,969.0	11,090,256.0	11,456,235.0	11,834,290.0	12,224,822.0	12,628,241.0
Nombre de familles	1,576,744.4	1,628,777.0	1,702,072.0	1,778,665.2	1,858,705.1	1,923,460.0
Taux de pénétration ⁵	6.3	7.7	8.9	8.8	9.2	11.7
Clients IMF en % total population	0.9	1.1	1.3	1.3	1.4	1.8
Employés	226.0	255.0	310.0	332.0	...	...
En % total secteur financier	30.9	33.5	37.3	37.6	...	...

Source : autorités nigériennes, sauf indication contraire.

¹À l'exception des indicateurs démographiques, du nombre de familles et du taux de pénétration, les données reposent uniquement sur les résultats des IMF qui ont communiqué des données au Ministère de l'économie et des finances et ne sont peut-être pas représentative de secteur dans son ensemble.

²Pour 2000-03 la source est la BCEAO. Pour 2004-05, les estimations des services reposent sur différentes sources de données, y compris l'Association des professionnels de la microfinance Institutions du Niger (ANIP-MF), IMF individuelles et Cellule de contrôle du Ministère de l'économie et des finances.

³Les données sur le nombre de femmes sont les estimations des services basées sur le pourcentage de femmes sur le total des bénéficiaires communiqué au MEF par les IMF (2000-03). Pour 2004-05 les données reposent sur le pourcentage des femmes communiqué par l'ANIP-MF par rapport au total bénéficiaires de l'Association.

⁴Les données démographiques communiquées ici sont différentes de celles des publications de la BCEAO sur les institutions de microfinance au Niger parce que les données démographiques utilisées ici sont celles qui ont été obtenues auprès des l'Institut national des statistiques.

⁵Le taux de pénétration est aussi différent de ce qui est communiqué par la BCEAO. Ici les données démographiques et le nombre de familles sont basés sur les données de l'Institut national des statistiques. Pour 2001 et 2005, les données sur le nombre de familles sont fournies par l'Institut des statistiques. Le nombre de familles en 2001 de ce tableau est basé sur le ratio des familles dans la population en 2001. Pour 2002-04, le nombre de familles est calculé sur la base d'un taux de croissance annuel de 4,5%, basé sur les estimations de l'Institut national des statistiques.

L'impact sur l'emploi a aussi été positif. En 2000–04, les emplois dans les IMF ont augmenté de 47 % pour atteindre 332 employés. Le nombre des emplois dans les IMF en pourcentage du nombre total d'emplois est passé de 30 % en 2000 à 38 % à la fin de 2004, ce qui reflète la croissance plus rapide des IMF par rapport au reste du système financier.

37. Le ratio de pénétration — une autre mesure de l'impact social — a régulièrement augmenté mais il reste bas. Cet indicateur, qui est mesuré par le ratio du nombre de familles au total des bénéficiaires, a progressé de 6,3 % en 2000 à près de 12 % au

Tableau 10. Niger : Ratio de pénétration des institutions de microfinance dans l'UEMOA, 2000

	Nombre de bénéficiaires (En '000) (a)	Population (en '000) (b)	Nombre de familles (c = b/6) ¹	Ratio de pénétration
Bénin	803.6	6,200.0	1,033.3	77.8
Burkina Faso	503.7	11,800.0	1,966.7	25.6
Côte d'Ivoire	331.3	16,800.0	2,800.0	11.8
Mali	392.3	11,308.0	1,884.7	20.8
Niger	100.0	10.7	1,576.7	6.3
Sénégal	291.3	9,400.0	1,566.7	18.6
Togo	232.9	4,700.0	783.3	29.7

Sources : autorités nigériennes et BCEAO.

¹Les données pour le Niger repose sur 6,6 personnes par famille ce qui est le chiffre fourni par l'Institut national des statistiques du Niger pour 2001. Pour les autres pays, elles reposent sur six membres par famille, tel que présenté par la BCEAO.

Niger en 2005. Toutefois, il reste nettement inférieur au reste de l'UEMOA. En 2000 — l'année pour laquelle les données les plus récentes sont disponibles pour la zone dans son ensemble — le ratio de pénétration du Niger était infime par rapport au reste de l'UEMOA. Au Bénin, le taux de pénétration était de 78 % et en Côte d'Ivoire — qui occupait l'avant-dernière place — il était deux fois plus élevé qu'au Niger (tableau 10).

38. **Il est aussi remarquable de constater que les indicateurs d'approfondissement financier parmi les IMF nigériennes sont très faibles par rapport au reste de la région.** Ce n'est que très récemment que les indicateurs clés d'approfondissement financier — total des dépôts et total des crédits en pourcentage du PIB — ont enregistré une croissance significative. En 2005, le ratio dépôts/PIB a progressé de 0,23 % et le ratio crédit/PIB de 0,35 % (figure 7). En 2003–04, le ratio du Niger pour ces indicateurs était le plus faible de la région de l'UEMOA (tableau 11).

Figure 7. Niger: Indicateurs de l'intermédiation financière des IMF (pourcentage)

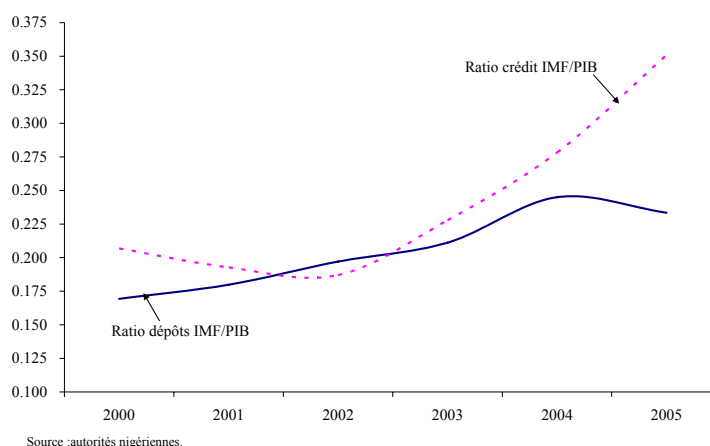


Tableau 11. Niger : Principaux indicateurs financiers des institutions de microfinance dans les pays de l'UEMOA, 2003-04

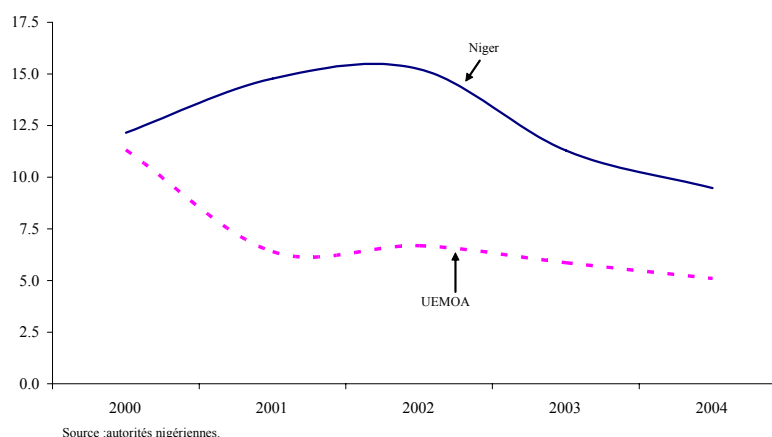
	Total crédit / PIB		Total dépôts / PIB	
	2003	2004	2003	2004
Bénin	2.89	...	1.90	...
Burkina Faso	0.96	1.11	1.09	1.32
Côte d'Ivoire	0.24	...	0.58	...
Mali	1.22	1.34	0.96	1.04
Niger	0.23	0.25	0.21	0.18
Sénégal	1.37	1.68	1.15	1.37
Togo	1.75	...	2.08	...

Source : BCEAO.

39. **La qualité du portefeuille de prêts du secteur s'est nettement améliorée dans l'ensemble depuis 2002 ; toutefois, les créances improductives des IMF individuelles sont préoccupantes.** Pour toutes les IMF, le ratio des créances douteuses au total des crédits a chuté de 15 % en 2003, à un peu plus de 4 % en 2004 (figure 8). Les données pour

l'ensemble du secteur pour 2005 ne sont pas concluantes; cependant, compte tenu des résultats communiqués par la cellule de contrôle des IMF⁷, 8 IMF sur 79 dépassaient le ratio de 10 %. Le ratio des créances douteuses au crédit des donateurs était encore plus mauvais et s'établissait en moyenne à 35 % ; pour un des réseaux, ce ratio atteignait le pourcentage stupéfiant de 63 %. Une comparaison des prêts non productifs avec le reste de l'UEMOA confirme que les portefeuilles de prêts des IMF du Niger sont de moindre qualité : de 2001 à 2004, le ratio du Niger était plus élevé chaque année que dans le reste de l'UEMOA.

Figure 8. Niger : Prêts non productifs des institutions de microfinance du Niger, 2000-04 (Pourcentage du total des prêts)



40. Seules environ la moitié de toutes les IMF ont affiché des résultats financiers positifs en 2005. Sur les 79 IMF qui ont communiqué des données au Ministère de l'économie et des finances, 28 ont enregistré des pertes d'exploitation. Si l'on exclut les subventions, ce chiffre atteint 39 — la moitié de toutes les IMF qui ont communiqué des résultats. Sur les 20 IMF dont le bilan dépassait 100 millions de FCFA, deux connaissent de graves difficultés financières. L'une d'entre elles a fait état de pertes de 15,5 millions de FCFA et la seconde a un fonds de roulement négatif de 2,4 millions de FCFA. Sur les 79 IMF qui ont répondu aux questions, 14 ont déclaré que leur situation nette était négative, tandis que six autres ont fait état d'un fonds de roulement négatif, ce qui signifie qu'un quart des coûts d'exploitation des IMF dépasse les dépôts et l'épargne de leurs clients. Nombre d'IMF sont trop dépendantes des ressources extérieures et ont une mobilisation réduite des dépôts. TAIMAKO, les MCEPEC et l'UMEC ont déclaré des pertes en 2005. (Les deux réseaux n'étaient rentables que dans les activités liées aux projets gérés au nom des donateurs). Certaines des IMF en difficulté financière sont néanmoins considérées comme viables et pourraient être remises sur pied avec le soutien financier adéquat.

41. La mauvaise gestion financière a bloqué l'assistance financière extérieure si nécessaire. Le PIP (II) de la Banque mondiale a aidé un certain nombre d'IMF, notamment les MCEPEC et l'UMEC. Le projet a non seulement eu recours aux services des IMF dans la

⁷ Les données les plus récentes communiquées par la BCEAO et par les autorités pour 2005 présentent d'importantes différences. Alors que la BCEAO fait état d'une détérioration du ratio global des prêts improductifs au total des crédits, les données des autorités affichent une amélioration. Il est donc probable que le ratio global des prêts improductifs au total du crédit annoncé en 2005 soit à ce stade inexact.

mise en œuvre de ses activités, mais il leur a aussi offert des subventions. Toutefois, après une mission de revue de la Banque mondiale en 2005 qui a conclu que les IMF n'avaient pas correctement utilisé le soutien financier reçu, ce volet du projet a été suspendu. Les questions de gestion ont aussi joué un rôle essentiel dans l'interruption de l'assistance par l'Agence française de développement (AFD), ce qui a coûté 2 millions d'euros en assistance au secteur⁸. L'AFD a co-financé la première phase du RFSDP; toutefois, elle a cessé d'offrir son assistance en 2005 car elle était mécontente de la mauvaise gestion et des crises financières des IMF.

42. Les multiples défis auxquels se heurtent le secteur de la microfinance ont incité les autorités à adopter en mars 2004 une stratégie nationale pour le secteur de la microfinance qui devait être mise en œuvre par le biais de consultations dans tout le pays entre les principales parties prenantes y compris l'État, les donateurs, la direction et les membres des IMF. L'objectif était de ranimer les IMF qui connaissent des problèmes financiers. Toutefois, la mise en œuvre de la stratégie a jusqu'à présent traîné.

43. Dans le contexte de la stratégie nationale, les autorités et les autres parties prenantes (IMF, donateurs, ONG, etc.) ont préparé en 2005 un plan d'action en huit points.

- réaliser une enquête exhaustive sur les IMF et recueillir des données;
- officialiser les procédures administratives, comptables et financières des IMF et pour les opérations de divers organismes ;
- réviser les politiques de crédit des IMF pour assurer qu'elles sont mieux adaptées à l'environnement actuel et aux objectifs du secteur;
- améliorer la viabilité financière des IMF;
- offrir un soutien aux IMF pour leur permettre de produire la documentation importante requise pour une planification à court et à moyen terme (budget annuel, plans d'entreprise, etc.) ;
- renforcer la gestion et la supervision des IMF;
- renforcer la capacité institutionnelle des IMF individuelles, des réseaux, de l'ANIP/MF, des structures de soutien et de gestion et des structures de supervision et de suivi et
- améliorer les systèmes de communication des données et les systèmes d'information de gestion des IMF et créer une base de données de ces institutions.

⁸ L'AFD avait prévu au départ d'apporter une contribution de 3,4 millions d'euros, montant qui a été réduit à 1,9 million d'euros en 2004. Au moment de son retrait, 1,5 million d'euros seulement avaient été décaissés.

44. **La mise en œuvre de ce plan d'action ne fait que débiter, mais quelques progrès ont été réalisés.** Une enquête exhaustive sur les IMF devrait être achevée en 2007 sur laquelle reposera la fonction de surveillance de la nouvelle Agence de supervision de la microfinance qui devrait être créée par décret à la fin de 2006. Un comité pilote qui mettra en place le cadre juridique et institutionnel de la nouvelle agence a soumis ses propositions à l'administration en juin 2006. Cette agence sera placée sous l'égide du Ministère de l'économie et des finances et fonctionnera conformément aux règles et réglementations de l'UEMOA.

45. **Les efforts en vue d'améliorer la viabilité financière des IMF prennent principalement la forme de restructurations d'institutions qui sont sous administration.** La restructuration des MCEPEC et de TAIMAKO progresse (la restructuration des MCEPEC étant appuyée par la Banque mondiale (moyennant le PDSF), le FIDA (par le biais du PDSFR) et DID. La stratégie adoptée pour restructurer TAIMAKO consiste à transformer les dépôts des clients en capital, ce qui lui permettrait de réduire sa dette. La restructuration de ces institutions contribuera à rétablir leur santé financière et élargir leurs services, encourageant ainsi leurs partenaires de développement à leur consacrer une nouvelle assistance.

F. Conclusions

46. **Le secteur financier est sous-développé et les principaux indicateurs financiers sont loin derrière ceux des autres pays de la région.** Toutefois, une évolution positive s'est dessinée au cours des dernières années. De fait, l'amélioration du contexte socioéconomique s'est traduite par l'ouverture de plusieurs banques étrangères au Niger et a optimisé les perspectives des industries extractives, de l'agriculture et de l'agro-industrie; le secteur des services offre au secteur financier des opportunités d'innovation. Les réformes du secteur financier se poursuivent et sont appuyées par la Banque mondiale (par le biais du Projet de développement du secteur financier (FSDP)) et grâce aux autres donateurs.

47. **Dans un pays qui compte si peu de banques, spécialement dans les zones rurales, les IMF peuvent jouer un rôle important pour combler le manque de services financiers.** Jusqu'à présent, toutefois, la mauvaise gestion et les problèmes financiers ont sapé la contribution des IMF du Niger. Les réformes clés qui sont en cours dans le cadre de réglementation et de supervision devraient aider à remédier à ces insuffisances. Si le secteur de la microfinance réussit à attirer un soutien financier extérieur accru et à obtenir une assistance plus importante, ses capacités et son professionnalisme en seraient d'autant améliorés.

RÉFÉRENCES

- BCEAO, 2006, “Operations and Results of Banks and Financial Establishments during 2005,” Septembre.
- , 2006, “Situation of Microfinance in Member States of the WAEMU at end-June 2006”, Septembre.
- , 2006, “Report of the President of the National Committee of the Credit du Niger for the Second Quarter of 2006”, Septembre.
- , 2002, “Monograph of Decentralized Financial Systems, Niger.”
- , 2005, “Monograph of Decentralized Financial Systems, Niger.”
- Gouvernement du Niger, 2004, “Contribution of the Technical Assistant on Annual Activity Reports of Decentralized Financial Systems.”
- , 2005, “Contribution of the Technical Assistant on Annual Activity Reports of Decentralized Financial Systems.”
- (Ministère de l'économie et des finances), 2005, “Common Action Plan for Stabilization and Recovery of Decentralized Financial Systems in Niger,” Septembre.
- , 2005, “Report of Working Group on Financial Sector,” Novembre.
- (Unité de suivi du microfinance, Ministère de l'économie et des finances), 2006, “Note on Microfinance in Niger,” Octobre.
- Luxembourg Agency for Cooperation and Development (Lux. Development S.A.), 2005 “Evaluation Report of Management Agreement of the Development Program for Artisanal Activities in Niger.”
- Nigerien Association of Professional Microfinance Institution (ANIP-MF), 2005, “2004 Activity Report,” Avril.
- , 2005, “Analysis of 2004 Performance of MFI member of the ANIP-MF.”
- , 2006, “2005 Activity Report,” Mai.
- , 2006, “Financial Situation December 31, 2005,” Mars.
- WAEMU Banking Commission, *Annual Report*, 2003, 2004 et 2005.
- WAEMU, 2003, “Database of Decentralized Financial Systems, 2000,” Juillet.

II. SOURCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU NIGER⁹

A. Introduction

48. Au cours des dernières décennies, la croissance économique du Niger a été relativement modeste et s'est établie en deçà du taux de croissance démographique. Au début des années 60 jusqu'à la fin des années 70, la croissance économique a été ralentie par une série de sécheresses qui ont porté préjudice au secteur de l'agriculture. En 1979–82, la croissance économique a été renforcée par l'accroissement de la demande mondiale d'uranium qui a amélioré les termes de l'échange et dopé les recettes d'exportation. Toutefois, la croissance s'est affaiblie avec l'effondrement du cours mondial de l'uranium au début des années 80, ce qui a précipité une récession prolongée. Bien qu'en 1994 la dévaluation du FCFA ait promu la compétitivité extérieure du Niger, la croissance du PIB réel a été trop faible pour donner un coup de pouce au revenu par habitant. Le présent chapitre explique les raisons qui sont à l'origine de la croissance relativement faible du Niger. Pour la période 1963-2003, il fait appel à un cadre d'analyse explicative de la croissance pour évaluer sa contribution par intrants sectoriels et productivité globale des facteurs. De plus, la section présente les estimations d'un modèle de croissance néoclassique du rôle des variables macroéconomiques et des autres facteurs pour calculer la croissance économique du Niger.

49. Les résultats indiquent que la croissance décevante de la production par habitant au cours de la période d'échantillon couverte est imputable à la croissance négative à la fois de la productivité globale des facteurs et du capital physique par habitant. L'analyse de régression montre que les facteurs déterminant les résultats de la croissance du Niger ont été les sécheresses, le stade de développement du secteur financier, l'ouverture aux échanges et les investissements.

B. Aperçu historique

50. L'évolution économique du Niger depuis son indépendance en 1960 peut être divisée en cinq périodes.

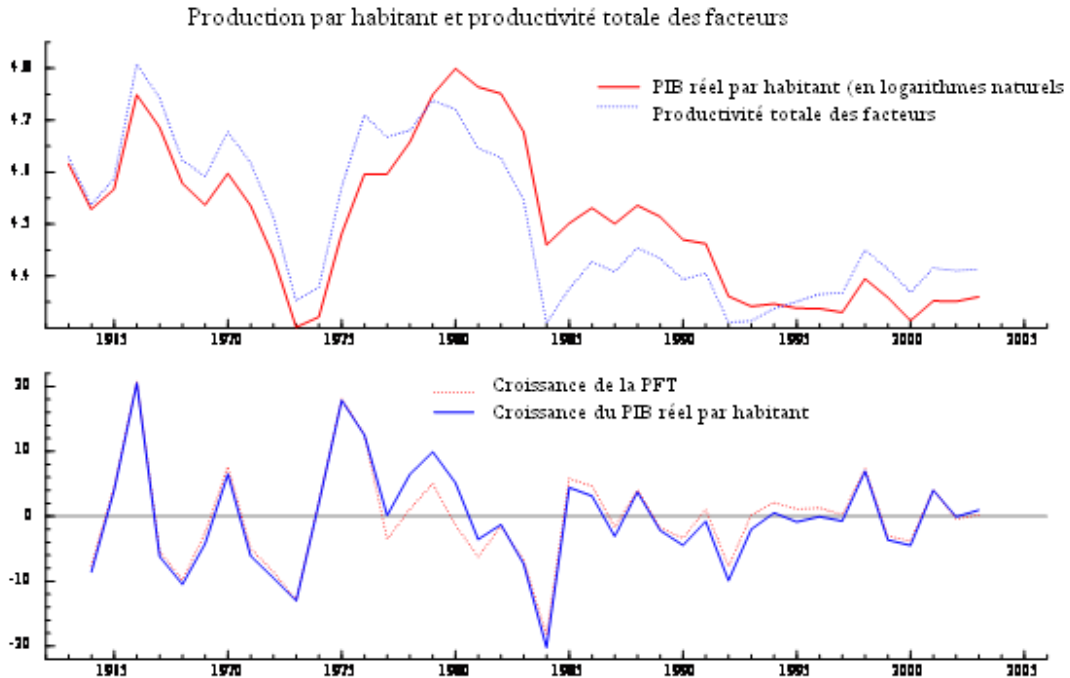
- **1963–78 : Le ralentissement imputable à la sécheresse.** Le secteur rural est à l'origine de plus de la moitié du total de la valeur ajoutée, l'extraction minière représentant environ 7 %. Une série de sécheresses à la fin des années 60 et au début des années 70 a compromis la croissance et atrophié le secteur agricole. La croissance du PIB réel par habitant s'est établie à une moyenne de 0,8% par an.
- **1979–82 : Le boum de l'uranium.** La hausse du cours de l'uranium a hissé la croissance du PIB réel par habitant à 2,5 % par an, et la contribution du secteur minier au PIB global a pratiquement doublé pour atteindre 13 %. Les recettes de l'État ont donc

⁹ Le présent document s'inspire largement de J. Nachega et T. Fontaine, 2006, "Economic Growth and Total Factor Productivity in Niger," Document de travail du FMI 06/208 (Washington: Fonds monétaire international).

augmenté, ce qui a facilité des investissements public plus importants dans l'infrastructure.

- **1983–93 : La chute du cours de l'uranium.** Les prix mondiaux de l'uranium et les termes de l'échange du Niger ont amorcé une chute prononcée au cours de ces années, ce qui a nettement réduit les recettes d'exportation, ralenti les investissements et affaibli le secteur financier. La timidité de l'ajustement de politique aux chocs des termes de l'échange et à l'instabilité politique a aggravé la situation. Dans l'ensemble, le PIB réel par habitant a baissé en moyenne de 3,4 % par an.
- **1994–98 : L'élan de la réforme.** Au moment de la dévaluation du franc CFA, les autorités nigériennes ont entamé des réformes de libéralisation de l'économie¹⁰. Ces mesures ont affermi la compétitivité extérieure et renforcé la réponse globale de l'offre de l'économie. Les conditions climatiques propices ont amélioré les résultats du secteur agricole, bien que la croissance du PIB réel par habitant stagne en moyenne à tout juste 0,5% par an.
- **1999–2003: Des politique plus prudentes, mais une croissance encore modeste.** Les élections de 1999 ont marqué l'avènement d'un gouvernement démocratique et dégagé un consensus sur la nécessité de politiques plus prudentes et de réformes en vue de renforcer la croissance et de réduire la pauvreté. Dans ce contexte, les autorités ont pris des mesures pour privatiser les sociétés d'État et libéraliser le commerce intérieur et extérieur. Bien que ces réformes aient affermi la réponse de l'offre de l'économie, celle-ci a continué à être troublée par les sécheresses car le Niger n'avait pas beaucoup avancé pour accroître la productivité agricole et réduire la dépendance du secteur des conditions climatiques. C'est pourquoi le PIB réel par habitant n'a enregistré qu'une modeste progression.

¹⁰ Le réaligement du taux de change de 50 FCFA à 100 FCFA pour un franc français, dans le cadre d'une stratégie exhaustive d'ajustement extérieur, a déprécié le taux de change effectif réel de 30 % en termes de devises.



C. Analyse explicative de la croissance

51. **Identifier les sources de croissance au Niger est crucial pour formuler des réformes susceptibles de stimuler la croissance économique à long terme.** Les chercheurs reconnaissent depuis longtemps que les sources de la croissance économique contribuent à déterminer si cette croissance est soutenable ou non (Young 1992, Krugman 1994).¹¹ Cette section a recours à un cadre d'analyse explicative de la croissance pour évaluer les sources de croissance au Niger entre 1963 et 2003. Nous avons utilisé la fonction de production agrégée standard de Cobb-Douglas qui relie la production aux intrants factoriels (capital et main-d'œuvre) et à la productivité.

$$Y_t = A_0 e^{bt} K_t^\alpha L_t^{1-\alpha} \quad (1)$$

On suppose que la productivité globale des facteurs ($A_0 e^{bt}$) augmente à un taux b . Si l'on divise l'équation (1) par L et que l'on prend les logarithmes naturels de l'équation (1), cela donne :

$$y_t = a + bt + \alpha k_t, \quad (2)$$

où y indique les logarithmes naturels de productivité et k le capital physique par habitant. Si l'on estime le paramètre α dans l'équation (2), on peut décomposer la croissance de productivité entre la contribution des augmentations de la main-d'œuvre et du capital et la contribution de la productivité globale des facteurs. Si on suppose que la fonction de

¹¹ Par exemple, Krugman (1994) a avancé que la croissance dans les économies d'Asie de l'Est n'était pas soutenable car elle était principalement tirée par l'accumulation de capital et des améliorations de la qualité de la main-d'œuvre plutôt que par des gains de productivité.

production a des rendements d'échelle constants et que les marchés des produits et des facteurs sont compétitifs, le taux de croissance de la productivité ($\Delta Y/Y$) peut être indiqué de la manière suivante :

$$\Delta Y/Y = \alpha \Delta K/K + (1 - \alpha) \Delta L/L + \Delta A/A, \quad (3)$$

où α est la part de capital dans la valeur ajoutée totale. Avec une estimation de α , le taux de croissance de la productivité globale des facteurs ($\Delta A/A$) peut-être dérivée de la manière suivante :

$$\Delta A/A = \Delta Y/Y - (\alpha \Delta K/K + (1 - \alpha) \Delta L/L). \quad (4)$$

À cet égard, le modèle néo-classique implique que la croissance en état stable est tirée par la croissance de la productivité globale des facteurs.

52. **Pour mettre en application le cadre d'analyse explicative de la croissance, nous estimons la fonction de production (Équation (2)).** Pour tester la co-intégration entre la productivité et le capital physique, nous appliquons la procédure d'auto-régression du second ordre de Johansen (VAR(2)). Les statistiques maximales et de la trace des autovaleurs rejettent l'hypothèse nulle de l'absence de vecteur de co-intégration et préfèrent un vecteur de co-intégration¹² :

$$y = 2.9 - 0.007 t + 0.36 k. \quad (5)$$

L'élasticité estimée de la productivité par rapport au capital est importante et présente le signe positif attendu. Le coefficient de la tendance est négatif, ce qui suggère que la croissance de la productivité globale des facteurs était en moyenne négative au cours de la période échantillon. Le paramètre estimé de la fonction de production est proche de la valeur de 0,35 trouvée par Sacerdoti et al. (1998) pour les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris le Niger. Senhadji (2000) trouve une valeur moyenne de 0,43 pour l'Afrique subsaharienne alors que Bosworth et al. (1995) trouve un coefficient de 0,4 pour les pays en développement.

53. **Les résultats du cadre d'analyse explicative de la croissance montrent que l'insuffisance de la formation de capital et la faible croissance de la productivité globale des facteurs ont entravé la croissance du Niger** (voir tableau texte II.1, ci-après). En 1964–2003, le PIB réel par habitant a baissé de 0,4% par an à cause d'une baisse de la productivité globale des facteurs (qui représentaient quelque 71 % de la baisse) et d'une chute du capital par travailleur. La productivité globale des facteurs et la formation de capital étaient variables selon la période. En 1964–78, la croissance marginale du PIB par habitant a été tirée par les améliorations de la productivité globale des facteurs, alors que le ratio du capital à la main-d'œuvre stagnait. En 1979–82, c'était l'inverse ; au cours de cette période, l'accumulation de capital était la principale source de croissance, ce qui a compensé la chute de la productivité globale des facteurs. Comme on l'a dit plus haut, l'expansion de l'extraction et des

¹² La longueur du décalage du VAR a été sélectionné à l'aide du critère baysien de Schwartz; on trouvera les résultats des tests statistiques dans WP/06/208.

exportations d'uranium grâce à une hausse de la demande mondiale a dopé les investissements en 1979–82. La chute à la fois de la productivité globale des facteurs et de la formation de capital s'est traduite par une réduction du PIB par habitant en 1983–93. La situation s'est améliorée en 1994–2003, une fois que la croissance de la productivité globale des facteurs s'est consolidée, mais la formation de capital est restée atone.

Analyse de la croissance, 1964-2003

	Taux de croissance de la productivité par employé	Contribution du	
		Capital physique par employé	Facteur total de productivité
1964 - 1978	0,75	-0,01	0,76
1979 - 1982	2,49	3,01	-0,52
1983 - 1993	-3,42	-0,94	-2,48
1994 - 2003	0,23	-0,57	0,8
1964 - 2003	-0,35	-0,1	-0,25

Notes:

1. La part du capital physique dans le revenu est de 0,35.
2. Le taux de croissance du total des employés est remplacé par le taux de croissance démographique. Le taux de croissance démographique annuel est de 2,7% pour 1964-82 et de 3,3% pour 1983-2003.

D. Facteurs à l'origine de la faible productivité globale des facteurs du Niger

54. Le modèle suivant de croissance néoclassique modifié estime le rôle des variables macroéconomiques et des autres facteurs pour déterminer la croissance économique :

$$gy_t = a_0 + a_1 gk_t + a_2 govcons_t + a_3 finance_t + a_4 aid_t + a_5 tot_t + a_6 drought_t + a_7 open_t + a_8 inf_t + a_9 ghucap_t + a_{10} fiscbal_t + a_{11} polity_t + a_{12} durable_t + \varepsilon_t, \quad (6)$$

où gy est le taux de variation du revenu réel par habitant, gk est le taux de changement du capital physique par habitant,¹³ $govcons$ est la mesure de la taille de l'administration publique, $finance$ est la mesure du développement financier (substituée par les dépôts bancaires en pourcentage du PIB), aid est l'aide publique au développement (en pourcentage du PIB), tot est le taux de croissance des termes de l'échange, $drought$ est la variable fictive de la sécheresse, $open$ est l'ouverture aux échanges, inf est le taux d'inflation, $ghucap$ est la croissance du capital humain, $fiscbal$ est le solde budgétaire global (en pourcentage du PIB), $polity$ est la mesure de la qualité institutionnelle, $durable$ est la mesure de la stabilité politique, a_0 est le terme constant et ε est le terme d'erreur. L'équation (6) est estimée à l'aide

¹³ Si $govcons$, $finance$, aid , ..., $durable$ influent sur la croissance principalement par le biais de leur impact sur l'accumulation du capital physique, nous ne pensons pas qu'ils seront significatives dans l'équation (6). Qui plus est, nous pensons que le coefficient a_1 sera numériquement très proche de α dans l'équation (2).

des moindres carrés ordinaires avec des variables stationnaires et un chiffre de décalage qui correspondent à la longueur du décalage sélectionnée pour l'analyse de co-intégration. On utilise la méthodologie qui va du général au spécifique (qui retire les variables dont les valeurs t sont inférieures à 1,5). Les tests du rapport des vraisemblances sont utilisés pour valider la procédure de sélection à chaque étape; le modèle parcimonieux est évalué à l'aide des tests diagnostiques standards.

Résultats

55. **Sur les variables utilisées, cinq sont solidement corrélées avec la croissance du PIB réel par habitant : les flux d'aide, la sécheresse, le développement du secteur financier, l'ouverture aux échanges et l'accumulation de capital physique** (tableau 12)¹⁴. La consommation de l'État, la qualité des institutions et les chocs aux termes de l'échange sont aussi marginalement importants. Quatre autres variables — le capital humain, l'inflation, la stabilité politique et le solde budgétaire ne sont pas importants, probablement parce que ces facteurs et leur impact sont difficiles à saisir dans une analyse temporelle.

Importante corrélation avec la croissance

- **L'aide étrangère.** Une augmentation d'un point de pourcentage dans le ratio aide au PIB rehausse la croissance du revenu par habitant de 0,7 point de pourcentage. Par le passé, les réductions et les retards du financement des donateurs imputables à l'instabilité politique et aux retards dans les réformes économiques ont compromis la croissance.
- **Les sécheresses.** Globalement, les périodes de sécheresse ont coûté au Niger 10 points de pourcentage de croissance annuel du PIB réel par habitant. Compte tenu de la forte dépendance du Niger de l'agriculture et de sa susceptibilité aux sécheresses, les investissements dans les systèmes d'irrigation, les installations d'entreposage et les routes rurales doivent être une priorité.
- **Le développement du secteur financier.** Une augmentation d'un point de pourcentage dans le changement du ratio des dépôts bancaires au PIB rehausse la croissance du revenu par habitant de plus de 1,5 point de pourcentage, ce qui suggère que la restructuration et la privatisation des banques publiques ainsi que le développement d'institutions de microfinance viables pourraient alimenter la croissance.
- **L'ouverture aux échanges.** Les réformes commerciales de la fin des années 90 et du début des années 2000 ont contribué à améliorer l'ouverture aux échanges et ont nettement accru le commerce avec les autres membres de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

¹⁴ Nos résultats correspondent à d'autres études similaires (voir, par exemple, Boworth et Collins, 2003).

- **L'accumulation du capital physique.** Le coefficient est numériquement proche de la part de capital estimée de 0,35-0,36 et n'est pas significativement différent. Pour ajouter 1 % de croissance de productivité au Niger, le stock de capital devrait augmenter de 2,5 à 2,8% par an.

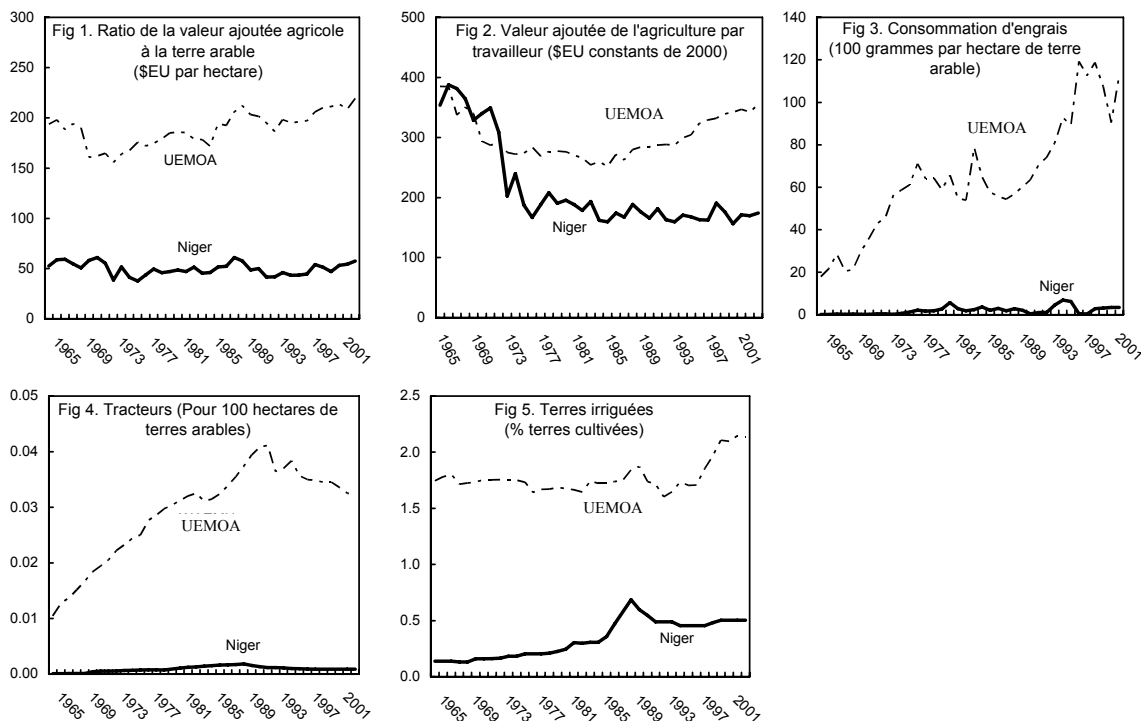
Corrélation marginale avec la croissance

- **Consommation de l'État.** La corrélation marginalement significative entre la consommation de l'État et la croissance suggère qu'une part non négligeable des dépenses courantes au Niger au cours de la période échantillon ont été consacrées à des activités improductives, ce qui donne à penser que l'on doit accorder une haute priorité à la gestion des dépenses publiques.
- **Chocs aux termes de l'échange.** L'amélioration des termes de l'échange stimule la production et les exportations. L'impact a été particulièrement marqué en 1979–82, une période d'expansion des exportations d'uranium.
- **La qualité des institutions,** de manière surprenante, a une corrélation négative, mais n'est que marginalement significative. D'autres études ont conclu qu'une plus grande démocratie n'était pas toujours positivement corrélée avec une croissance économique plus élevée (voir, par exemple, Barro 1996). L'absence apparente de relation peut toutefois simplement montrer qu'il est difficile de saisir l'impact de la solidité institutionnelle dans une analyse temporelle (comparé à une analyse de panel ou transversale).

56. **Dans la section qui suit, nous abordons brièvement les résultats du secteur agricole, y compris l'évolution des mesures partielles de productivité.** Cela est important car globalement la croissance a été dominée par l'évolution de ce secteur qui représente près de 40 % du PIB global.

E. Résultats du secteur agricole

57. **L'évolution du secteur agricole occupe une place dominante dans l'ensemble des résultats économiques.** La croissance du secteur s'est établie en moyenne à environ 2 % par an et a été assez volatile au cours de la période qui va de 1984 à 2004, alors que la croissance globale du PIB était de 2,7% par an. Au cours de cette période, la productivité agricole a aussi été plus décevante que dans d'autres pays de la région. Les sécheresses, l'érosion du sol et les progrès limités de la modernisation des techniques d'exploitation ont contribué aux mauvais résultats du secteur. Ces facteurs ont à leur tour compromis l'ensemble des résultats économiques du Niger, sapé la réduction de la pauvreté et accru l'insécurité alimentaire.



Source: World Development Indicators

58. La modernisation agricole au Niger est à la traîne derrière les autres pays de l'Afrique subsaharienne. Une utilisation relativement limitée des intrants, tels que les engrais et les tracteurs, et les lents progrès du développement de l'infrastructure d'irrigation du Niger ont bridé la productivité du secteur agricole. C'est pourquoi, la productivité des terres (mesurée selon le ratio de la valeur ajoutée de l'agriculture aux terres cultivables) et la productivité de la main-d'œuvre ont stagné de 1985 à 2001 (voir figures I.1-5).

59. Les autorités nigériennes doivent avant tout promouvoir la productivité agricole. En 2006, le gouvernement nigérien, avec l'assistance de ses partenaires de développement (y compris la FAO) a mis au point une stratégie de développement rural en vue de renforcer les résultats du secteur agricole. L'un des principaux éléments de cette stratégie consiste à étendre l'infrastructure d'irrigation du pays, actuellement limitée à 85 000 ha de terres (sur un potentiel total d'environ 270 000 ha, comparé à environ 11 millions d'hectares de terres couvertes par l'agriculture pluviale). En 2000-05, l'irrigation arrivait à couvrir 2 400 ha par an; cette tendance annuelle, si elle se confirme, ne permettrait de disposer en 2015 que de 110 000 ha de terres irrigables. Pour élargir plus rapidement l'infrastructure d'irrigation, il est nécessaire d'améliorer la capacité d'exécution des projets. Parmi les autres éléments, on compte i) le développement d'infrastructures rurales (telles que les routes) pour accroître l'accès aux marchés locaux, ii) l'expansion des services de vulgarisation et iii) les incitations pour lancer un système de microfinance viable pour appuyer les investissements dans les techniques modernes (y compris l'utilisation des engrais).

F. Conclusions

60. **Les résultats de la croissance du Niger ont été décevants au cours des quelques dernières décennies.** L'exercice d'analyse explicative de la croissance indique qu'une accumulation du capital et une productivité globale insuffisante des facteurs ont contribué à la médiocrité de ces résultats. Qui plus est, le chapitre montre que le développement du secteur financier, l'ouverture aux échanges et l'accroissement des investissements sont critiques pour les résultats de la croissance économique au Niger. Depuis 2000, le Niger a réalisé des progrès pour renforcer la stabilité socio-politique, approfondir la stabilité macroéconomique et mettre en œuvre des réformes structurelles destinées à optimiser la réponse de l'offre de l'économie. Toutefois, les sécheresses périodiques et les progrès limités de la modernisation du secteur agricole, qui emploie quelque 80 % de la population économiquement active, bride la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

61. **Dans ce contexte, il est crucial d'améliorer le secteur agricole, dont les résultats influent largement sur la croissance économique globale, pour doper la croissance économique et optimiser la réduction de la pauvreté au Niger.** Les flux d'aide qui devraient augmenter, les investissements dans les systèmes d'irrigation, les entreprises non agricoles et les autres infrastructures liées à l'agriculture devraient aider à accélérer la croissance du revenu par habitant. Les efforts accrus pour élargir l'accès des exploitants au crédit, notamment par la mise en place un système de microfinance viable, pourrait promouvoir la productivité et la production en encourageant les exploitants à utiliser des intrants agricoles plus modernes.

Tableau I2. Déterminants du taux de croissance du PIB réel par habitant 1963-2003

La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant	Spécifications					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intercept	-9.56 (-5.16)**	-9.86 (-5.17)**	-9.30 (-4.90)**	-9.67 (-5.16)**	-9.50 (-5.31)**	-9.55 (-5.20)**
<i>gk</i>	0.40 (2.99)**	0.43 (3.06)**	0.44 (3.05)**	0.40 (2.97)**	0.39 (3.03)**	0.39 (2.88)**
<i>tot</i>	0.10 (2.05)*	0.08 (1.93)*	0.08 (1.82)*	0.09 (2.03)*	0.08 (2.02)*	0.07 (1.63)
$\Delta govcons$ (t) + $\Delta govcons$ (t-1)	-0.60 (-1.91)*	-0.58 (-1.83)*	-0.60 (-1.87)*	-0.56 (-1.71)	-0.48 (-1.54)	-0.56 (-1.78)*
$\Delta open$ (t) + $\Delta open$ (t-1)	0.28 (3.25)**	0.28 (3.16)**	0.30 (3.31)**	0.30 (3.29)**	0.29 (3.41)**	0.28 (3.26)**
<i>aid</i> (t-1)	0.74 (5.47)**	0.76 (5.44)**	0.72 (5.25)**	0.74 (5.46)**	0.74 (5.72)**	0.74 (5.53)**
<i>finance</i> (t-1)	1.58 (3.37)**	1.55 (3.27)**	1.64 (3.43)**	1.56 (3.29)**	1.6 (3.55)**	1.43 (2.99)**
<i>drought</i>	-9.98 (-5.29)**	-10.54 (-5.16)**	-10.12 (-5.30)**	-10.00 (-5.26)**	-10.22 (-5.60)**	-10.12 (-5.40)**
$\Delta ghucap$ (t-1)	..	0.30 (0.76)	..	..	..	..
$\Delta fiscbal$ (t-1)	..	..	0.25 (0.76)	..	..	..
Δinf	..	..	..	-0.04 (-0.71)	..	..
$\Delta polity$ (t) + $\Delta polity$ (t-1)	..	..	..	..	-0.20 (-1.78)	..
$\Delta durable$ (t-1)	..	..	..	..	..	0.15 (1.21)
Sigma	3.44	3.46	3.46	3.47	3.31	3.40
R ²	0.81	0.81	0.81	0.81	0.83	0.82
Nombre d'observations	37	37	37	37	37	37
F(7, 29) or F(8, 28)	17.43**	15.10**	15.09**	15.06**	16.78**	15.67**
DW	1.73	1.67	1.73	1.78	1.91	1.83
Nombre de paramètres	8	9	9	9	9	9

Notes:

1. *t* Les statistiques *t* sont entre parenthèses.
2. Δ indique la variation absolue d'une variable donnée.

RÉFÉRENCES

- Barro, R. J., 1995, "Inflation and Economic Growth," *Bank of England Quarterly Bulletin*, Vol 35 (Mai), pp. 166-76.
- Benhabib, J., et M. M. Spiegel, 1994, "The Role of Human Capital in Economic Development: Evidence from Aggregate Cross-Country Data," *Journal of Monetary Economics*, Vol 34 (Octobre), pp.143-73.
- Bosworth, B., et S. Collins, 2003, "The Empirics of Growth: An Update"(non publié; Washington: Brookings Institutions).
- Krugman, P. 1994, "The Myth of Asia's Miracle," *Foreign Affairs*, Vol 73 (Novembre/Décembre), pp.62-78.
- Nachege, J.-C. et T. Fontaine, 2006, "Economic Growth and Total Factor Productivity in Niger," Document de travail du FMI 06/208 (Washington: Fonds monétaire international).
- Pritchett, L., 2001, "Where Has All The Education Gone?" *World Bank Economic Review*, Vol 15 (3), pp. 367-91
- Sacerdoti, E., S. Brunshwig et J. Tang, 1998, "The Impact of Human Capital on Growth: Evidence from West Africa," Document de travail du FMI 98/162 (Washington: Fonds monétaire international).
- Senhadji, A. 2000, "Sources of Economic Growth: An Extensive Growth Accounting Exercise," *Études des services du FMI* Vol 47 (Novembre) pp. 129-158.
- Young, A., 1992, "A Tale of Two Cities: Factor Accumulation and Technical Change in Hong Kong and Singapore," in *NBER Macroeconomics Annual*, 1992, ed. par O. J. Blanchard et S. Fischer (Cambridge, Massachusetts, and London: MIT Press).

Niger -- Données de base

Surface, nombre d'habitants et PIB par habitant (2005)

Surface	1,267,000 kilomètres carrés
Nombre d'habitants	13.9 millions
Taux de croissance démographique	3.30%
PIB par habitant	156,4 \$ EU

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA)								
Comptabilité nationale								
PIB aux prix courants du marché	1,225.2	1,242.6	1,280.4	1,426.0	1,512.8	1,574.1	1,554.8	1,793.0
(Pourcentage du PIB)								
Secteur primaire	40.2	41.4	39.5	44.1	38.7	40.0	36.9	38.5
<i>dont</i> : agriculture	25.2	24.9	22.2	17.5	20.9	21.0	17.8	20.1
Secteur secondaire	16.6	16.5	16.7	15.9	16.0	17.3	18.1	17.7
<i>dont</i> : extraction minière	6.8	6.7	6.5	6.1	6.1	6.0	6.0	5.8
Secteur tertiaire	43.2	42.1	44.4	40.0	45.3	42.7	45.0	43.8
Consommation	97.2	96.1	96.5	95.6	94.7	95.5	94.6	96.9
Investissements bruts	11.4	11.2	11.4	12.1	14.2	14.3	16.4	16.5
Déficit de ressources	-8.5	-7.3	-7.9	-7.7	-8.9	-9.8	-11.0	-13.3
Épargne intérieure brute	2.8	3.9	3.5	4.4	5.3	4.5	5.4	3.1
(Variation annuelle en pourcentage)								
PIB réel	10.4	-0.6	-1.4	7.1	3.0	4.4	-0.6	6.8
PIB nominal	13.7	1.4	3.0	11.4	6.1	4.0	-1.2	15.3
Prix								
Déflateur du PIB	3.0	2.0	4.5	4.0	3.0	-0.4	-0.6	8.0
Indice des prix à la consommation (moyen)	4.5	-2.3	2.9	4.0	2.7	-1.8	0.4	7.8
Termes de l'échange, 2000=100	6.7	10.5	-12.8	10.0	-2.4	-6.3	-0.6	-0.1

Niger (suite) -- Données de base

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA)								
Finances de l'administration centrale								
Recettes totales	111.8	109.6	110.1	132.8	160.9	156.7	173.8	189.0
<i>dont</i> : recettes fiscales	96.9	100.6	102.8	125.5	144.6	152.1	167.6	181.3
Total dépenses et prêts nets	211.9	233.0	214.3	245.6	278.1	275.4	317.6	323.9
<i>dont</i> : dépenses courantes	142.5	154.1	143.8	157.4	161.8	159.9	172.7	165.3
Solde global (-)								
Base engagements	-100.1	-123.4	-104.2	-112.8	-117.2	-118.7	-143.8	-134.8
Base caisse	-104.7	-74.3	-216.2	-129.8	-150.6	-130.9	-163.1	-147.2
Financement extérieur (net)	118.4	67.0	236.3	120.5	139.9	134.2	138.6	145.6
Financement intérieur (net)	-13.7	7.2	-20.2	9.3	10.7	-3.4	24.5	1.5
<i>dont</i> : système bancaire	-11.0	7.8	-28.6	5.0	5.1	3.5	28.7	-14.8
(Pourcentage du PIB)								
Total recettes	9.1	8.8	8.6	9.3	10.6	10.0	11.2	10.5
<i>dont</i> : recettes fiscales	7.9	8.1	8.0	8.8	9.6	9.7	10.8	10.1
Total dépenses et prêts nets	17.3	18.7	16.7	17.2	18.4	17.5	20.4	18.1
<i>dont</i> : dépenses courantes	11.6	12.4	11.2	11.0	10.7	10.2	11.1	9.2
Solde global (-)								
Base engagements (dons excl.)	-8.2	-9.9	-8.1	-7.9	-7.7	-7.5	-9.2	-7.5
Base caisse (dons excl.)	-8.5	-6.0	-16.9	-9.1	-10.0	-8.3	-10.5	-8.2
(Milliards de FCFA; fin de période)								
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-0.2	-14.9	-1.3	33.1	24.4	75.8	67.9	79.2
Crédit intérieur	112.9	119.2	111.6	114.0	128.9	139.7	186.4	191.8
<i>dont</i> : crédit à l'Etat (net)	63.7	71.5	43.0	48.0	53.1	56.6	85.3	70.5
<i>dont</i> : crédit à l'économie (net)	49.2	47.7	68.6	66.0	75.8	83.0	101.1	121.3
Monnaie et quasi-monnaie	100.3	94.8	103.2	137.0	136.4	194.0	233.3	248.6
(Variation en pourcentage, par rapport au stock de monnaie de début de période)								
Crédit intérieur	-0.1	6.3	-8.1	2.3	10.9	7.9	24.1	2.3
<i>dont</i> : crédit à l'économie (net)	10.9	-1.5	22.1	-2.5	7.1	5.3	9.3	8.7
Monnaie et quasi-monnaie	0.7	-5.5	8.9	32.8	-0.4	42.2	20.3	6.5

Niger (suite). Données de base

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Balance de paiements								
Exportations, f.a.b.	197.0	176.6	201.2	199.7	194.8	194.7	230.6	263.5
<i>dont</i> : uranium	76.5	65.1	64.0	63.0	62.5	65.5	70.1	78.5
Importations, c.a.f.	252.5	232.6	264.9	283.3	302.5	335.7	391.8	503.3
Importations, f.a.b.	232.5	202.8	235.1	243.1	258.7	272.3	311.5	400.1
Solde commercial	-35.5	-26.2	-33.9	-43.3	-63.8	-77.6	-80.9	-136.6
Services et revenus (net)	-83.0	-76.7	-78.9	-77.3	-87.7	-84.4	-96.2	-110.3
Transferts sans contrepartie (net)	34.3	22.1	33.7	52.7	52.6	63.0	67.5	113.8
Solde transactions courantes	-84.2	-80.9	-79.1	-67.9	-98.9	-95.1	-109.5	-133.1
Compte de capital et financier	30.2	46.4	65.4	52.8	77.6	78.4	107.8	140.6
Erreurs et omissions	12.2	-12.1	-16.6	-9.2	-21.6	-16.5	-24.1	8.1
Solde global	-41.9	-46.6	-30.2	-24.3	-42.9	-33.2	-25.8	15.6
Allègement de la dette	26.8	7.5	157.7	25.0	18.8	18.4	30.3	39.4
	(Pourcentage du PIB)							
Exportations, f.a.b.	16.1	14.2	15.7	14.0	12.9	12.4	14.8	14.7
Importations, c.a.f.	20.6	18.7	20.7	19.9	20.0	21.3	25.2	28.1
Solde transactions courantes (y compris transferts officiels)	-6.9	-6.5	-6.2	-4.8	-6.5	-6.0	-7.0	-7.4
	(Milliards de FCFA)							
Réserves de change officielles brutes (fin de période)	40.1	25.1	57.7	80.8	84.5	142.4	120.8	138.5

Niger: Données de base (fin)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Dette extérieure publique								
Décaissée et en cours (fin de période)	847.2	917.0	1,041.4	1,086.9	1,083.6	916.7	888.4	1,018.3
Intérêts exigibles (y compris frais FMI)	17.8	18.5	21.6	25.4	22.6	17.4	8.1	10.1
Amortissement exigible (y compris rachats FMI)	33.9	27.5	35.4	41.3	46.2	38.6	28.6	22.1
Allègement de la dette	26.8	7.5	157.7	25.0	18.8	18.4	30.3	39.4
Service de la dette exigible après allègement (% des exportations de biens non compris les services des facteurs)	17.3	19.5	24.7	27.5	30.4	24.2	12.9	9.3
	(FCFA pour 1 DTS)							
Taux de change								
Fin de période	762.6	896.2	918.5	935.4	887.0	803.1	753.7	792.0

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI.

Tableau 1. Niger. Produit intérieur brut à prix constants de 1987, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA, sauf indication contraire)								
Secteur rural	370.8	352.4	322.8	365.5	372.4	393.0	360.4	401.4
Agriculture	219.7	197.7	166.3	202.8	204.4	206.3	171.6	209.4
Elevage	116.0	117.7	118.2	121.7	124.8	127.6	130.5	131.8
Foresterie et pêche	35.2	37.0	38.3	40.9	43.2	59.2	58.3	60.3
Extraction minière	58.9	58.2	58.3	58.7	59.4	62.1	66.5	69.0
Industrie, énergie et artisanat	72.3	75.2	77.2	79.6	82.3	88.4	90.4	93.6
Industries manufacturières et artisanat	53.8	56.2	58.0	60.0	62.0	63.0	66.7	68.7
Electricité, gaz et eau	18.4	19.1	19.2	19.6	20.3	25.5	23.7	24.9
Bâtiment et travaux publics	14.2	15.0	16.0	17.0	18.0	19.2	20.1	22.1
Commerce, transports et services	263.8	273.1	286.1	298.1	311.1	324.7	343.3	358.1
Commerce	141.3	148.5	158.0	165.4	173.6	179.5	186.5	190.1
Transport	38.5	39.3	40.6	42.7	45.0	49.9	53.2	57.8
Services	84.0	85.4	87.5	90.0	92.5	95.3	103.6	110.2
Administrations publiques	73.1	73.1	73.0	73.6	74.8	73.7	71.4	72.5
PIB au coût des facteurs	853.2	847.0	833.5	892.4	918.1	961.2	952.2	1,016.7
Taxes et droits d'importation	17.0	18.2	19.6	21.2	22.9	21.6	24.4	26.2
PIB à prix du marché constants de 1987	870.1	865.2	853.1	913.6	941.0	982.8	976.6	1,042.9
Taux de croissance annuel (%)	10.4	-0.6	-1.4	7.1	3.0	4.4	-0.6	6.8
Secteur moderne	220.7	221.6	225.6	231.3	238.8	246.0	257.5	270.7
Taux de croissance annuel (%)	2.6	0.4	1.8	2.6	3.2	3.0	4.7	5.1
Secteur traditionnel	649.5	643.6	627.5	682.3	702.3	736.8	719.1	772.2
Taux de croissance annuel (%)	13.4	-0.9	-2.5	8.7	2.9	4.9	-2.4	7.4
Déflateur du PIB (1987=100)	140.8	143.6	150.1	156.1	160.8	160.2	159.2	171.9
Taux de croissance annuel (%)	3.0	2.0	4.5	4.0	3.0	-0.4	-0.6	8.0

Sources: Ministère des finances et de l'économie

Tableau 2. Niger: Produit intérieur brut par secteur d'origine à prix constants de 1987 Prices, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Variation annuelle en pourcentage)							
Secteur rural	21.1	-5.0	-8.4	13.2	1.9	5.5	-8.3	11.4
Agriculture	37.0	-10.0	-15.9	22.0	0.8	0.9	-16.8	22.0
Elevage	3.9	1.5	0.4	3.0	2.5	2.2	2.3	1.0
Foresterie et pêche	2.8	5.0	3.7	6.7	5.7	36.8	-1.4	3.4
Extraction minière	2.7	-2.0	-0.1	0.5	1.3	4.5	7.0	3.8
Industrie, énergie et artisanat	3.2	4.1	2.6	3.1	3.5	7.4	2.2	3.6
Industries manufacturières et artisanat	3.7	4.3	3.3	3.4	3.4	1.5	5.9	3.1
Electricité, gaz et eau	2.0	3.5	0.5	2.3	3.7	25.2	-6.9	5.2
Bâtiment et travaux publics	3.0	5.0	3.1	3.9	4.2	6.4	5.0	9.8
Commerce, transport et services	4.7	3.5	4.8	4.2	4.4	4.4	5.7	4.3
Commerce	5.7	5.1	6.4	4.7	5.0	3.4	3.9	1.9
Transport	3.6	1.9	3.4	5.3	5.3	10.8	6.6	8.7
Services	3.6	1.6	2.6	2.8	2.8	3.0	8.7	6.4
Administrations publiques	0.3	0.0	-0.1	0.8	1.6	-1.4	-3.1	1.5
PIB au coût des facteurs	10.5	-0.7	-1.6	7.1	2.9	4.7	-0.9	6.8
Taxes et droits d'importation	7.0	7.1	8.0	8.1	8.1	-5.8	13.0	7.2
PIB aux prix du marché	10.4	-0.6	-1.4	7.1	3.0	4.4	-0.6	6.8
Secteur moderne	2.6	0.4	1.8	2.6	3.2	3.0	4.7	5.1
Secteur traditionnel	13.4	-0.9	-2.5	8.7	2.9	4.9	-2.4	7.4

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI

Tableau 3. Niger: Produit intérieur brut par secteur aux prix courants du marché, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA, sauf indication contraire)								
Secteur rural	522.2	506.1	484.4	570.4	598.6	629.4	573.8	690.1
Agriculture	309.3	283.9	249.5	316.6	328.5	330.4	273.2	360.0
Elevage	163.3	169.1	177.4	190.0	200.6	204.3	207.7	226.5
Foresterie et pêche	49.6	53.1	57.6	63.9	69.5	94.7	92.8	103.6
Extraction minière	83.0	83.6	87.5	91.6	95.6	99.5	105.9	118.7
Industrie, énergie et artisanat	101.8	108.1	115.8	124.2	132.4	141.6	143.9	161.0
Industries manufacturières et artisanat	75.8	80.7	87.0	93.6	99.7	100.8	106.2	118.1
Electricité, gaz et eau	26.0	27.4	28.8	30.6	32.7	40.8	37.7	42.9
Bâtiment et travaux publics	20.0	21.5	24.1	26.5	29.0	30.7	32.0	38.0
Commerce, transport et services	371.4	392.2	429.4	465.2	500.2	520.1	546.6	615.6
Commerce	198.9	213.2	237.1	258.1	279.1	287.6	297.0	326.7
Transport	54.3	56.4	60.9	66.7	72.4	79.9	84.6	99.3
Services	118.2	122.6	131.4	140.4	148.7	152.7	165.0	189.5
Administrations publiques	102.9	105.0	109.6	114.9	120.2	118.1	113.7	124.6
PIB au coût des facteurs	1,201.3	1,216.5	1,250.9	1,392.9	1,476.0	1,539.5	1,515.9	1,748.0
Taxes et droits d'importation	23.9	26.1	29.5	33.1	36.9	34.6	38.9	45.0
PIB aux prix courants du marché	1,225.2	1,242.6	1,280.4	1,426.0	1,512.8	1,574.1	1,554.8	1,793.0
Taux de croissance annuel (%)	13.7	1.4	3.0	11.4	6.1	4.0	-3.6	15.3
Secteur moderne	310.7	318.2	338.6	361.1	383.9	394.0	410.0	465.4
Taux de croissance annuel (%)	5.7	2.4	6.4	6.7	6.3	2.7	-0.1	13.5
Secteur traditionnel	914.4	924.4	941.8	1,064.9	1,129.0	1,180.1	144.8	1,327.6
Taux de croissance annuel (%)	16.8	1.1	1.9	13.1	6.0	4.5	-4.8	16.0

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI.

Tableau 4. Niger. Produit intérieur brut du secteur moderne à prix courants du marché, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Extraction minière	73.0	73.0	75.8	79.3	82.7	86.9	93.3	104.4
Industries manufacturières	12.0	12.6	14.5	15.9	17.3	17.5	16.5	18.4
Eau et électricité	26.0	27.4	28.8	30.6	32.7	40.8	37.7	42.9
Bâtiment et travaux publics	8.4	9.0	10.6	11.9	13.4	14.0	14.4	18.1
Commerce et hôtels	22.4	22.4	23.9	26.2	28.3	25.8	31.5	34.9
Transport	27.8	27.8	30.2	32.7	35.0	41.3	44.9	54.8
Services	14.3	14.9	15.6	16.5	17.3	15.1	19.1	22.5
Total (administrations publiques incluses)	183.9	187.1	199.5	213.1	226.7	241.3	257.4	295.8
Etat	102.9	105.0	109.6	114.9	120.2	118.1	113.7	124.6
Taxes et droits d'importation	23.9	26.1	29.5	33.1	36.9	34.6	38.9	45.0
Total	310.7	318.2	338.6	361.1	383.9	394.0	410.0	465.4

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI. .

Tableau 5. Niger. Produit intérieur brut du secteur traditionnel aux prix courants du marché, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Agriculture	309.3	283.9	249.5	316.6	328.5	330.4	273.2	360.0
Elevage	163.3	169.1	177.4	190.0	200.6	204.3	207.7	226.5
Foresterie et pêche	49.6	53.1	57.6	63.9	69.5	94.7	92.8	103.6
Extraction minière et carrières	9.9	10.6	11.7	12.4	12.8	12.6	12.6	14.3
Activités artisanales	63.8	68.0	72.5	77.7	82.4	83.4	89.7	99.8
Bâtiment et travaux publics	11.7	12.5	13.5	14.5	15.6	16.7	17.6	19.9
Commerce et hôtels	176.5	190.8	213.2	231.9	250.8	261.8	265.5	291.9
Transport	26.4	28.6	30.7	34.0	37.3	38.6	39.7	44.5
Services	103.9	107.7	115.8	124.0	131.4	137.5	145.9	167.0
Total	914.4	924.4	941.8	1,064.9	1,129.0	1,180.1	1,144.8	1,327.6
Total (secteur rural exc.) ¹	392.3	418.3	457.4	494.4	530.3	550.6	571.0	637.4

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI.

¹Agriculture, élevage et foresterie et pêche.

Tableau 6. Niger. Offre et utilisation des ressources aux prix courants du marché, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA, sauf indication contraire)							
Offre de ressources	1,547.6	1,531.3	1,609.3	1,776.9	1,877.6	1,977.8	2,011.6	2,357.9
Produit intérieur brut	1,225.2	1,242.6	1,280.4	1,426.0	1,512.8	1,574.1	1,554.8	1,793.0
Importations de biens et de services, non compris les revenus des facteurs	322.5	288.7	329.0	351.0	364.8	403.7	456.8	564.9
Utilisation des ressources	1,547.6	1,531.3	1,609.3	1,776.9	1,877.6	1,977.8	2,011.6	2,357.9
Consommation	1,190.6	1,194.1	1,235.0	1,362.8	1,433.0	1,502.7	1,470.5	1,737.2
Privée	1,023.3	994.9	1,068.1	1,186.2	1,247.9	1,323.9	1,255.6	1,527.7
Publique	167.3	199.3	167.0	176.6	185.1	178.8	214.9	209.5
Investissements intérieurs bruts	139.1	139.5	146.4	172.8	214.5	225.2	254.7	295.1
Investissements fixes bruts	136.1	136.5	143.4	169.8	211.5	222.2	254.7	290.1
Privés	56.5	45.0	59.5	68.4	78.7	90.5	90.5	101.4
Publics	79.6	91.5	83.9	101.4	132.8	131.7	164.2	188.7
Variations des stocks	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	0.0	5.0
Exportations de biens et de services, non compris les revenus des facteurs	217.9	197.6	227.9	241.3	230.0	249.9	286.5	325.5
Déficit de ressources (déficit -)	-104.6	-91.1	-101.1	-109.6	-134.7	-153.8	-170.3	-239.4
En % du PIB	-8.5	-7.3	-7.9	-7.7	-8.9	-9.8	-11.0	-13.3
Epargne intérieure	34.5	48.4	45.3	63.2	79.8	71.4	84.4	55.7
En % du PIB	2.8	3.9	3.5	4.4	5.3	4.5	3.5	3.1
Pour mémoire:								
Revenus net des facteurs à l'étranger	-13.9	-11.8	-11.8	-11.0	-16.8	-7.0	-6.7	-7.6
Solde des transactions courantes (dons compris)	-84.2	-80.9	-79.1	-67.9	-98.9	-95.1	-109.5	-133.2
Recettes intérieures brutes	1,245.6	1,252.8	1,302.3	1,467.7	1,548.6	1,630.1	1,615.6	1,899.2
Epargne nationale brute	54.9	58.7	67.3	104.9	115.6	130.0	145.2	161.9

Sources: Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI.

Tableau 7. Niger. Production, commercialisation et exportations de produits agricoles,
1997/98-2004/05¹

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05
(Milliers de tonnes métriques)								
Mil								
Production	1,351.9	2,391.0	2,296.2	1,679.0	2,358.7	2,567.2	2,037.7	2,652.4
Sorgho								
Production	289.7	501.4	476.1	371.0	663.6	669.7	599.5	943.9
Niébé								
Production	192.5	774.6	420.7	263.0	509.5	654.2	339.5	586.1
Exportations	43.0	40.5	56.6	24.0	26.4	43.6	40.8	23.9
Arachide (non écoscée)								
Production	87.9	99.0	103.7	113.2	82.0	153.7	159.1	139.1
Riz								
Production	64.4	55.1	60.5	60.0	75.1	79.9	72.4	38.7
Coton (non égrené)								
Production	10.4	13.0	...	24.0	2.7	8.3	4.7	7.9
Exportations (égrené)	0.1	2.1	1.3	...	...	...	...	...

Sources : Ministère de l'agriculture et de l'élevage (données de production). Office des produits vivriers du Niger (OPVN); Ministère du commerce, du transport et du tourisme (données d'exportation et estimations des services du FM)
¹Campagne: 1^{er} octobre-30 septembre.

Tableau 8. Niger -- Superficie cultivée et rendements des principales cultures,
1997/98-2004/05 ¹

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05
(Milliers d'hectares)								
Surface cultivée								
Principales cultures vivrières								
Mil	4,504	5,361	5,351	5,151	5,212	5,576	5,604	5,894
Sorgho	1,833	2,241	2,099	2,156	2,604	2,240	2,219	2,477
Riz	14	13	15	18	25	24	21	13
Principales cultures de rapport								
Niébé	3,296	3,636	3,794	3,846	3,512	3,845	2,722	3,464
Arachide (non écoscée)	233	230	250	360	192	335	349	309
Coton (non égrené)	12	12	3	6	4	5	5	8
(Kilos par hectare)								
Rendements moyens								
Principales cultures vivrières								
Mil	300	446	429	326	455	460	364	450
Sorgho	158	224	227	172	255	299	270	381
Riz	4,568	4,295	4,111	3,313	3,049	3,352	3,443	2,870
Principales cultures de rapport								
Niébé	58	213	111	68	145	170	125	169
Arachide (non écoscée)	378	431	415	314	426	460	455	450
Coton (non égrené)	904	1,111	1,050	435	697	1,607	4,700	7,900

Sources : Ministère de l'agriculture et de l'élevage et estimations des services du FMI.

¹Campagne : 1^{er} octobre-30 septembre.

Tableau 9. Niger: Production, importations et consommation de céréales, 1998-2005 ¹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliers de tonnes métriques)							
Production	3,045	2,832	2,319	3,110	3,338	3,575	2,637	3,596
Offre disponible dans la production intérieure	2,570	2,474	1,959	2,627	2,821	3,026	2,450	3,146
Stocks de départ	26	258	389	19	35	126	91	33
Importations	204	209	353	303	320	268	...	...
Total offre	2,800	2,941	2,701	2,949	3,176	3,421	...	...
Consommation	2,542	2,552	2,507	2,695	2,786	2,993	2,919	3,081
Solde global	258	389	194	254	390	427	...	...
<i>dont</i> : solde intérieur	28	-78	-548	-48	69	159	-223	...
Stocks finaux	258	389	194	147	170	163	73	176
Pour mémoire:								
Importations par l'OPVN	91	109	8	...	...	...	...	...
Dons	45	14	8	8	0	8	...	...
Importations commerciales	46	95	0	295	320	260	...	...

Sources: Ministère des finances et de l'économie, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Office des produits vivriers du Niger (OPVN); et estimations des services du FMI.

¹Campagne: 1 octobre - 30 septembre

Tableau 10. Niger : Taille et valeur du cheptel, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliers de têtes)							
Bovins	3,274	3,339	3,406	3,474	3,544	3,615	3,687	3,760
Ovins	6,246	6,433	6,626	6,825	7,029	7,240	7,457	7,606
Caprins	8,147	8,351	8,559	8,773	8,993	9,218	9,448	9,636
Chameaux	1,050	1,066	1,082	1,098	1,143	1,160	1,177	1,200
Autres ¹	928	941	953	966	979	992	998	1,100
	(Millions de FCFA)							
Bovins	225,191	258,917	327,595	334,147	405,635	413,748	415,610	425,217
Ovins	85,395	87,513	108,088	111,331	133,100	137,093	146,211	148,911
Caprins	56,442	64,651	79,663	81,654	95,861	98,257	104,232	107,217
Chameaux	94,745	106,218	133,593	135,597	170,306	172,861	172,204	179,123
Autres ¹	34,865	36,846	44,369	44,865	49,676	50,236	47,000	50,413

Sources : Ministère des finances et de l'économie et estimations des services du FMI.

¹Principalement des chevaux.

Tableau 11. Niger: Production et exportations du secteur de l'uranium, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Millions de FCFA, sauf indication contraire)							
Production	3,713	2,916	2,898	2,920	3,072	3,143	3,273	3,093
SOMAIR (Société minière de l'Air)	1,510	1,010	978	1,008	1,066	1,126	1,277	1,302
COMINAK (Companie minière d'Akouta)	2,203	1,906	1,920	1,912	2,006	2,017	1,996	2,100
Exportations	3,399	2,960	2,950	2,960	2,960	3,120	3,340	3,400
SOMAIR	1,415	1,000	990	1,000	1,000	1,160	1,280	1,300
COMINAK	1,984	1,960	1,960	1,960	1,960	1,960	2,060	2,100
Variations des stocks pendant l'année (- diminution)	314	-44	-52	-40	112	-20	-26	-306
Niveau des stocks à la fin de l'année	1,214	1,170	1,118	694	806	786	760	454
Prix (en FCFA le kilo)								
Prix à la mine	23,100	21,666	21,328	21,009	20,820	20,728	20,758	22,500
Valeur unitaire des exportations	22,500	22,000	21,700	21,300	21,100	21,000	21,000	23,100
Valeur des exportations ¹								
Total	76,478	65,100	64,015	63,048	62,456	65,360	70,140	78,194
Total (millions de dollars EU)	130	106	89	86	90	112	133	149
Total (millions de DTS)	96	73	70	68	69	80	90	101
Valeur des stocks ^{1,2}								
Total	28,039	23,131	17,680	13,447	15,081	16,292	15,059	8,741
Total (millions de dollars EU)	48	38	25	18	22	28	30	20
Total (millions de DTS)	35	26	19	14	17	20	20	13
Pour mémoire:								
Taux de change moyen (FCFA pour 1 dollar EU)	590.0	614.9	710.1	732.4	694.8	580.1	527.5	527.0
Taux de change moyen (FCFA pour 1 DTS)	800.0	840.7	936.5	932.3	899.7	811.2	781.4	778.8

Sources : Autorités nigériennes et estimations des services du FMI.

¹Les données sur la valeur des exportations sont différentes de celles qui sont fournies sur les séries de la balance des paiements à cause de différences dans la chronologie de l'enregistrement des exportations.

²La valeur es stocks est estimée sur la base de la valeur unitaire des exportations au cours de l'année.

Tableau 12. Niger: Chiffre d'affaires, production et valeur ajoutée (VA) par secteur industriel, 2000-2005

	2000		2001		2002		2003		2004		2005							
	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée	Chiffre d'aff.	Valeur ajoutée						
Extraction minière	15.3	25.8	21.9	10.9	18.8	11.0	17.5	17.6	9.8	16.1	15.3	10.1	17.2	14.0	10.4	18.6	15.3	
Industries manufacturières	7.1	9.8	7.6	5.4	6.7	5.4	9.2	6.5	6.1	10.3	7.4	5.4	9.8	6.8	5.3	9.1	6.1	
Electricité, gaz et eau	9.2	10.5	10.5	6.5	11.8	6.0	13.1	11.3	6.5	9.7	13.4	6.6	10.6	11.1	6.1	8.1	10.1	
Bâtiments et travaux publics	12.4	14.4	10.3	8.3	14.9	9.9	9.3	16.0	10.3	9.4	16.5	10.7	9.4	15.9	10.4	9.2	16.6	10.5
Vente détail et Gros	39.4	15.6	17.7	53.2	16.4	53.7	17.4	16.4	54.1	17.4	15.0	54.3	16.7	14.5	55.0	16.1	13.5	
Hôtels et restaurants	1.1	1.5	1.6	1.3	2.4	1.3	1.9	2.4	1.1	2.1	2.4	1.1	2.1	2.2	1.2	2.0	2.0	
Transport et communications	10.6	10.3	12.3	6.6	11.5	14.3	5.2	11.6	15.3	6.2	14.3	14.2	6.1	14.3	6.1	15.1	17.0	
Services bancaires, d'assurance	4.2	5.0	7.7	3.2	8.4	3.4	5.8	8.4	3.5	5.2	8.9	3.6	5.2	9.8	3.5	5.5	11.8	
Services à la communauté	0.7	7.1	10.4	4.6	7.7	11.4	4.7	7.6	11.8	3.3	8.4	12.8	3.4	8.2	3.2	8.8	13.8	
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	

Source: Ministères des finances et de l'économie.

Tableau 13. Niger: Capacité de production et production du secteur industriel, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliers de tonnes métriques)								
Minoteries								
Capacité de production	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Production	8.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.9	4.6
Usines de traitement du riz								
Capacité de production	29.0	29.0	29.0	29.0	35.0	35.0	35.0	35.0
Riz traité	2.9	5.4	4.7	4.2	6.7	4.5	6.7	2.0
Egrenage du coton								
Capacité de production (coton non égrené)	12.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	26.0	26.0
Coton non égrené traité	5.2	3.0	3.7	1.4	6.6	6.8	7.1	7.8
Ciment								
Capacité de production	40.0	40.0	40.0	40.0	60.0	60.0	60.0	60.0
Production	32.8	33.5	33.1	47.0	54.7	63.7	59.2	83.4
Fabrication de savon								
Capacité de production	13.0	13.0	13.0	13.0	17.0	17.0	17.0	17.0
Production	5.6	7.9	8.1	7.5	8.7	10.4	10.2	9.4
(Millions de mètres)								
Textiles								
Capacité de production	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Production	5.6	6.1	5.8	6.7	7.0	5.6	4.0	2.0
(Milliers de bouteilles)								
Brasserie								
Capacité de production	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0
Production	124.5	126.4	129.7	124.4	120.4	116.5	103.5	94.9

Source: Ministère des finances et de l'économie.

Tableau 14. Niger: Production, importations, ventes et prix de l'électricité, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Millions de kilowatt-heures)								
Volume								
Production intérieure	186	170	205	180	191	194	205	202
<i>dont</i> : SONICHAR	159	139	135	134	144	149	155	158
Importations	226	232	204	220	211	235	295	339
Pertes de transmission	-21	-25	-39	-38	-30	-51	-59	-43
Ventes d'électricité	330	316	327	342	365	363	382	416
Utilisation des ménages	117	98	116	135	147	157	171	192
Autres faible voltage	4	24	22	16	15	16	18	19
Voltage moyen	210	194	189	191	203	189	194	205
<i>dont</i> : secteur minier	112	96	91	88	94	98	101	103
(Millions de FCFA)								
Valeur								
Vente d'électricité	25,530	24,606	25,485	27,275	29,001	28,661	29,296	31,765
Utilisation des ménages	10,035	8,433	10,005	11,538	12,594	13,534	14,707	16,464
Autres faible voltage	473	2,076	1,892	1,421	1,359	1,424	1,546	1,638
Voltage moyen	15,022	14,097	13,589	14,316	15,047	13,702	13,043	13,662
(FCFA le kilowatt-heure)								
Prix unitaire moyen¹								
Faible voltage	86	86	86	86	86	86	86	88
Voltage moyen	78	75	75	73	74	73	71	70

Sources: NIGELEC et estimations des services du FMI.

¹Les prix unitaires sont dérivés des barèmes de NIGELEC et peuvent ne pas correspondre aux données de la valeur et du volume.

Tableau 15. Niger : Prix des produits pétroliers à Niamey, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(FCFA le litre)								
Essence								
Super	410.0	425.0	515.0	508.0	498.0	499.0	587.0	665.0
Ordinaire	340.0	340.0	425.0	420.0	416.0	416.0	503.0	583.0
Kérosène	200.0	200.0	240.0	240.0	240.0	240.0	240.0	434.0
Diesel	290.0	290.0	365.0	361.0	337.0	353.0	464.0	534.0
(Dollars le gallon américain, sauf indication contraire)								
Essence								
Super	2.6	2.6	2.7	2.6	2.7	3.2	4.2	4.8
Ordinaire	2.2	2.1	2.3	2.2	2.3	2.7	3.6	4.2
Kérosène	1.3	1.2	1.3	1.2	1.3	1.6	1.7	3.1
Diesel	1.9	1.8	1.9	1.9	1.8	2.3	3.3	3.8
Pour mémoire:								
Taux de change moyen pour la période								
(FCFA pour 1 dollar EU)	590.0	615.7	712.0	733.0	697.0	581.2	527.6	527.1

Sources : Ministère du commerce et du secteur privé et Ministère des transports et de la communication

¹1 gallon américain = 3,785 litres.

Tableau 16. Niger: Consommation des produits pétroliers, 1998-2005¹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliers de mètres cubes)							
Diesel	50.6	58.9	66.3	56.6	62.2	69.7	80.6	82.2
Essence	74.1	72.5	70.0	65.5	63.6	73.1	74.7	70.8
Kérosène	13.8	13.2	17.5	14.6	12.1	12.6	14.4	15.7
Pétrole lampant	8.1	11.2	11.9	8.8	10.4	13.7	14.0	8.2
Total	146.6	155.8	165.7	145.5	148.3	169.0	183.7	176.9

Sources: Ministère du commerce et du secteur privé.

¹L'évolution de la consommation des produits pétroliers peut être différente des importations à cause de l'ajustement des stocks.

Tableau 17. Niger : Indices des prix à la consommation à Niamey, 2003-2006

	Pondération	2003			2004			2005			2006					
		Sep	Déc	Ave	Jun	Sept.	Déc	Ave	Mar	Jun	Sept.	Déc	Ave	Mar	Jun	Sept.
Indice général	10,000.0	113.6	112.8	114.3	113.2	116.1	117.9	114.5	117.9	123.0	129.4	123.7	123.5	121.3	123.6	126.2
Produits alimentaires, boissons, tabac	4,513.0	116.0	114.1	117.9	114.1	118.2	121.4	116.2	122.5	133.3	146.1	132.2	133.5	127.2	131.1	135.4
Vêtements et chaussures	582.0	105.5	107.1	106.0	103.6	103.9	104.6	104.2	108.5	108.7	106.3	106.5	107.5	105.7	106.8	102.6
Logement, eau, électricité, gaz et combustibles	1,389.0	108.1	108.0	107.4	106.5	110.3	112.0	108.9	110.5	107.5	110.4	111.0	109.9	110.5	110.1	111.5
Mobilier, appareils, entretien des ménages	767.0	106.4	105.7	106.2	104.4	103.9	103.8	104.2	103.0	103.9	103.7	103.6	103.5	104.0	104.0	107.4
Santé	165.0	97.9	97.1	97.8	94.8	92.7	91.9	93.4	92.0	92.3	91.6	91.3	91.8	89.3	89.5	90.1
Transports	1,205.0	121.7	120.0	120.3	124.9	128.9	130.1	126.2	124.9	130.6	135.9	137.9	132.3	138.3	143.3	146.7
Loisirs et culture	218.0	101.4	102.0	102.2	103.7	103.7	103.6	103.6	111.3	109.6	107.4	106.3	108.6	106.3	103.8	103.5
Education	155.0	132.6	137.1	133.8	135.6	135.1	135.6	136.3	131.9	131.9	132.1	139.5	133.9	139.5	139.5	139.5
Hotels, cafés, restaurants	475.0	119.3	119.3	119.2	125.8	128.2	128.6	125.5	132.4	133.1	133.1	132.9	132.9	131.6	131.6	132.2
Autres biens et services	531.0	108.7	109.9	108.9	110.4	111.1	112.0	110.7	104.7	104.6	104.6	105.9	105.0	104.5	103.7	103.0

(Base 100 = 1996)

Sources: Direction des statistiques et de la comptabilité nationale, Ministère de l'économie et des finances.

Tableau 18. Niger : Opérations financières de l'administration centrale, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de francs CFA)							
Recettes totales	111.8	109.6	110.1	132.8	160.9	167.1	173.8	189.0
Recettes fiscales	97.0	100.6	102.8	125.5	144.6	160.8	167.6	181.3
Recettes non fiscales	10.1	3.9	3.8	4.1	3.8	1.2	1.4	4.9
Comptes spéciaux	4.7	5.1	3.5	3.2	4.1	3.4	3.9	2.8
Dépenses totales et prêts nets	211.9	233.0	214.3	245.6	278.1	358.4	317.6	323.9
Dépenses courantes totales	142.5	154.1	143.8	157.4	161.8	174.4	172.7	165.3
Dépenses budgétaires	134.4	147.1	138.5	147.1	153.7	157.5	155.8	158.0
Salaires	45.1	50.6	51.8	50.4	55.3	57.1	59.2	63.0
Biens et services	50.9	53.4	41.1	43.2	45.5	39.5	50.3	43.6
Subvention et transferts	24.8	17.1	24.0	28.1	30.3	37.3	38.2	31.9
Intérêts	19.2	19.7	21.6	25.4	22.6	17.4	8.1	10.1
Dettes extérieures	17.8	18.5	19.6	24.1	21.2	16.0	8.0	8.0
Dettes intérieures	1.4	1.3	2.0	1.3	1.5	1.4	0.1	2.1
Budget annexé/comptes spéciaux	8.1	7.0	5.3	10.3	8.1	7.9	16.9	16.6
Dépenses de capitale et prêts nets	69.5	78.9	70.5	88.1	116.3	115.5	144.9	158.6
Dépenses de capital	69.9	80.3	73.6	89.0	116.5	115.5	144.0	158.6
Financées de l'intérieur	9.7	17.1	8.1	25.1	27.1	28.5	34.0	51.0
Ressources PPTE	0.0	0.0	0.0	7.9	9.8	12.0	17.0	22.3
Financées par l'extérieur	60.1	63.2	65.5	63.9	89.4	87.0	93.0	85.5
Prêts nets	-0.4	-1.4	-3.1	-0.8	0.0	0.0	0.9	-0.2
Solde global (base engagements, dons exclus)	-100.1	-123.4	-104.2	-112.8	-117.2	-118.7	-143.8	-134.8
Solde budgétaire de base (investissements financés PPTE excl)	-40.0	-60.2	-38.7	-41.1	-18.0	-92.4	-33.8	-27.0
Solde budgétaire de base	-40.0	-60.2	-38.7	-48.9	-27.8	-31.7	-50.8	-49.3
Variations des arriérés de paiement	-4.6	49.1	-112.0	-17.0	-33.4	-12.2	-19.3	-12.4
Arriérés intérieurs (net)	-19.3	23.6	3.6	-17.0	-33.4	-12.2	-19.3	-12.4
Arriérés extérieurs (net)	14.7	25.6	-115.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (trésorerie, dons exclus)	-104.7	-74.3	-216.2	-129.8	-150.6	-130.9	-163.1	-147.2
Financement	104.8	74.3	216.2	129.8	150.6	131.6	163.1	147.1
Financement extérieur	118.5	67.1	236.3	120.5	139.9	134.2	138.6	145.6
Dons	65.4	56.8	59.3	66.5	74.6	76.0	89.2	102.2
Financement budgétaire	26.7	12.1	22.2	25.7	18.6	25.1	26.5	38.7
Financement de projet	38.7	44.7	37.1	32.7	45.8	39.4	46.5	45.3
Assistance initiative PPTE	0.0	0.0	0.1	8.1	10.3	11.5	16.2	18.2
Prêts	52.0	26.6	54.7	53.7	78.0	68.4	64.1	55.0
Financement budgétaire	30.5	8.1	26.3	30.4	44.2	32.8	17.6	14.8
Financement de projet	21.4	18.5	28.4	23.3	33.8	35.6	46.5	45.3
Amortissement	-25.7	-23.8	-35.4	-41.3	-46.2	-38.6	-22.4	-14.6
Allègement de la dette obtenu (y compris dette en discussion)	26.8	7.5	157.7	41.6	33.5	28.4	7.7	3.0
Financement intérieur	-13.7	7.2	-20.2	9.3	10.7	-2.7	24.5	1.5
Secteur bancaire	-11.0	7.8	-28.6	5.0	5.1	4.2	28.7	-14.8
dont: FMI (net)	7.3	-3.7	6.7	6.9	12.9	8.2	0.6	1.7
Secteur non bancaire	-4.0	-0.6	0.0	-0.7	8.6	-4.3	-4.2	16.3
Recettes de privatisation (net)	1.3	0.0	8.5	5.0	-3.0	-2.5	0.0	0.0

Sources : autorités nigériennes et estimations des services du FMI.

Tableau 19. Niger : Contribution des secteurs de l'uranium et de l'or aux recettes budgétaires, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Redevances	3,706	2,843	2,782	2,759	2,883	2,990	4,011	5,071
COMINAK	2,200	1,858	1,840	1,806	1,883	1,864	2,283	2,225
SOMAIR	1,506	985	942	953	1,000	1,126	1,490	1,642
SML	...	...	...	...	...	...	238	1,204
Droits d'exportation	835	641	633	621	646	669	...	...
COMINAK	497	420	420	407	422	419	...	...
SOMAIR	338	221	213	214	224	250	...	...
SML	...	...	...	...	...	...	...	...
Impôts sur les recettes générales	680	1,279	1,218	1,204	1,238	1,201	1,153	1,373
COMINAK	400	746	746	715	730	746	667	709
SOMAIR	280	533	472	489	508	455	486	554
SML	...	...	...	...	...	...	...	110
Impôts sur les salaires	1,104	...	...	...	...	...	...	...
COMINAK	620	...	...	...	...	...	...	...
SOMAIR	484	...	...	...	...	...	...	...
SML	...	...	...	...	...	...	...	...
Impôts sur les bénéfices des sociétés	835	...	...	...	...	...	...	...
COMINAK	496	...	...	...	...	...	...	...
SOMAIR	340	...	...	...	...	...	...	...
SML	...	...	...	...	...	...	...	...
Dividendes	...	119	...	...	...	386	295	594
COMINAK	...	...	...	...	...	249	295	265
SOMAIR	...	119	...	...	...	137	...	329
SML	...	...	...	...	...	...	...	...
Impôts sur les dividendes distribués	...	62	...	...	...	130	139	195
COMINAK	...	...	...	...	...	89	106	95
SOMAIR	...	62	...	...	...	41	33	100
SML	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	1,950	969	799	869	624	1,157	1,541	1,712
COMINAK	879	720	617	560	462	492	665	940
SOMAIR	1,071	187	182	219	162	665	645	475
SML	...	...	...	...	...	...	231	297
Total contribution	9,110	5,851	5,432	5,453	5,391	6,533	7,139	8,945
COMINAK	5,092	3,744	3,623	3,488	3,497	4,159	4,016	4,234
SOMAIR	4,019	2,107	1,809	1,875	1,894	2,674	2,654	3,100
SML	...	...	...	...	...	...	238	1,204
	(Pourcentage, sauf indication contraire)							
Pour mémoire:								
Total production (tonnes métriques)	3,713	2,916	2,898	2,960	3,072	3,143	3,273	3,093
Prix (FCFA le kilo)	22,500	22,000	21,700	21,300	21,100	21,000	21,000	23,100
Production d'or	...	...	...	...	...	...	1,590	4,922
Prix moyen de l'or	...	...	...	...	...	...	5,756	6,370
Contribution/recettes budgétaires totales	8	5	5	4	3	4	4	4
COMINAK/contribution totale	59	64	63	64	65	59	56	46
SOMAIR/contribution totale	41	36	37	36	35	36	37	33
SML/contribution totale	...	...	...	...	...	...	4	18

Sources: Compagnie minière d'Akouta (COMINAK); and Société minière de l'Air (SOMAIR).

Tableau 20. Niger : Classification fonctionnelle des dépenses budgétaires, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA)							
Dépenses courantes	142.5	154.1	143.8	157.4	161.8	159.9	173.8	165.3
Services généraux	51.8	61.0	65.1	63.8	64.6	63.1	85.9	94.7
Défense	13.0	14.5	14.3	18.2	14.4	14.3	16.7	17.3
Sécurité	8.0	8.7	9.7	10.9	8.6	8.5	13.2	13.5
Education	21.0	26.2	31.0	24.2	31.0	29.6	41.9	48.6
Santé	9.4	10.3	9.7	10.2	10.2	10.3	13.6	14.8
Affaires sociales	0.4	1.3	0.4	0.3	0.4	0.4	0.5	0.4
Services économiques	7.1	8.6	3.9	10.6	7.0	3.9	10.7	13.9
Agriculture	2.3	2.8	2.6	3.9	3.1	2.9	3.5	4.2
Extraction minière	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.3	0.3	0.6
Infrastructures routières	3.6	5.2	0.0	5.6	3.5	0.6	4.6	5.8
Transport et communications	0.8	0.2	0.5	0.7	0.0	0.1	0.8	1.7
Autres services économiques	0.1	0.1	0.5	0.0	0.0	0.0	1.4	1.6
Divers	83.6	84.5	74.8	83.0	90.2	92.9	77.2	56.8
<i>dont</i> : paiement des intérêts	19.2	19.0	21.6	25.4	22.6	17.4	8.1	10.1
Dépenses de capital	69.9	80.3	73.6	89.0	116.3	115.5	144.0	158.6
Services généraux	22.5	27.1	24.2	22.8	33.2	31.4	24.0	17.1
Education	5.3	7.3	4.5	4.3	12.5	11.3	15.7	10.6
Santé	9.1	16.8	16.4	15.6	16.8	20.0	7.3	5.4
Affaires sociales	8.1	3.0	3.3	2.9	3.9	0.0	1.0	1.1
Services économiques	39.5	28.3	31.8	31.8	55.1	46.8	38.8	35.1
Agriculture	25.3	17.5	12.3	18.6	26.3	16.3	25.2	22.0
Extraction minière et industrie	1.0	1.5	1.2	1.4	0.0	0.0	1.1	0.2
Energie	1.3	0.1	0.9	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0
Eau	5.8	4.2	3.9	7.1	13.1	18.4	0.0	0.0
Infrastructure routière	5.6	4.7	13.3	4.2	15.4	12.1	12.6	12.9
Autres services économiques	0.5	0.3	0.2	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0
Divers	7.9	24.9	17.6	34.4	28.0	37.3	81.2	106.5
<i>dont</i> : protection de l'environnement	...	...	...	...	...	...	23.9	13.1

Source: Ministère des finances de l'économie.

Tableau 21. Niger : Situation monétaire, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Millions de FCFA; fin de période)							
Avoirs extérieurs nets	-0.2	-14.9	-1.3	33.1	24.4	75.8	67.9	79.2
BCEAO	-4.4	-18.0	2.5	19.7	10.2	68.1	49.0	67.1
Banques commerciales	4.2	3.1	-3.7	13.4	14.2	7.7	18.9	12.0
Avoirs intérieurs nets	100.5	109.7	104.4	103.9	112.0	118.2	165.4	169.4
Crédit intérieur	112.9	119.2	111.6	114.0	128.9	139.7	186.4	191.8
Créances bancaires nettes sur l'Etat	63.7	71.5	43.0	48.0	53.1	56.6	85.3	70.5
BCEAO	57.9	65.4	41.8	47.6	54.5	56.2	85.6	75.1
dont: avances statutaire	31.7	30.4	25.8	32.2	33.1	33.1	33.1	32.1
Ressources FMI	42.6	39.0	45.8	53.0	66.2	74.4	73.5	75.2
Banques commerciales	3.1	3.3	-0.3	-1.3	-3.1	-2.0	-3.5	-7.1
Autres	2.7	2.9	1.6	1.6	1.7	2.4	3.2	2.5
Crédits à l'économie	49.2	47.7	68.6	66.0	75.8	83.0	101.1	121.3
Autres postes, net	-12.4	-9.6	-7.2	-10.1	-16.9	-21.5	-21.0	-22.4
dont: compte de réévaluation	-8.0	-8.0	-8.0	0.0	-8.0	0.0	0.0	0.0
Monnaie et quasi-monnaie	100.3	94.8	103.2	137.0	136.4	194.0	233.3	248.6
Monnaie hors banques	44.9	34.1	32.2	49.8	39.3	84.9	97.7	108.1
Dépôts privés auprès de l'ONPE	2.5	2.9	1.6	1.6	1.7	2.4	3.2	2.5
Dépôts auprès des banques	52.9	57.7	69.5	85.5	95.4	106.6	132.5	137.9
Secteur privé	49.0	54.4	65.1	82.2	92.6	104.0	129.5	134.8
Institutions publiques	3.9	3.4	4.3	3.4	2.8	2.6	3.0	3.1
	(Variation annuelle en pourcentage de la monnaie au sens large, début de période, sauf indication contraire)							
Avoirs extérieurs nets	-1.0	-14.6	14.4	33.3	-6.3	37.7	-4.1	4.8
BCEAO	-0.4	-13.5	21.5	16.7	-6.9	42.4	-9.8	7.8
Banques commerciales	-0.6	-1.1	-7.2	16.6	0.6	-4.7	5.8	-3.0
Avoirs intérieurs nets	1.7	9.1	-5.5	-0.5	5.9	4.5	24.3	1.7
Crédit intérieur	-0.1	6.3	-8.1	2.3	10.9	7.9	24.1	2.3
Créances bancaires nettes sur l'Etat	-11.1	7.8	-30.1	4.9	3.7	2.6	14.8	-6.3
BCEAO	-1.3	7.4	-24.9	5.7	5.0	1.3	15.2	-4.5
dont: avances statutaires	-0.4	-1.3	-4.9	6.2	0.7	0.0	0.0	-0.4
Banques commerciales	-9.9	0.2	-3.8	-0.9	-1.3	0.8	-0.8	-1.5
Autres	0.0	0.2	-1.4	0.1	0.1	0.5	0.4	-0.3
Crédit à l'économie	10.9	-1.5	22.1	-2.5	7.1	5.3	9.3	8.7
Autres postes, net	1.8	2.8	2.6	-2.8	-4.9	-3.4	0.3	-0.6
Monnaie et quasi-monnaie	0.7	-5.5	8.9	32.8	-0.4	42.2	20.3	6.5
Pour mémoire :								
Crédit à l'économie (variation annuelle)	28.5	-3.0	43.8	-3.8	14.8	9.5	21.7	20.0
Vélocité de la circulation	12.2	13.1	12.6	10.4	11.1	8.1	6.7	7.2

Sources: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO); et estimations des services.

Tableau 22. Niger : Avoirs extérieurs nets, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA; fin de période)								
Banque centrale								
Avoirs extérieurs	40.1	25.1	57.7	80.8	84.5	142.4	120.8	138.5
dont: compte d'opérations	22.3	15.1	46.1	63.2	76.1	133.8	113.2	131.5
Engagements extérieurs	44.4	43.0	55.2	69.9	83.0	74.3	71.8	71.4
Utilisation des ressources du FMI	43.8	41.5	54.1	68.9	81.0	72.1	69.5	68.6
Autres	0.6	1.6	1.2	1.0	2.0	2.2	2.3	2.8
Avoirs extérieurs nets	-4.4	-18.0	2.5	19.7	10.2	68.1	49.0	67.1
Banques commerciales								
Avoirs extérieurs	21.3	28.9	26.4	40.0	30.3	34.0	39.0	48.0
Engagements extérieurs	17.1	25.8	30.2	26.6	16.4	26.4	20.1	35.9
Avoirs extérieurs nets	4.2	3.1	-3.7	13.4	13.9	7.7	18.9	12.0
Système bancaire								
Avoirs extérieurs	61.3	53.9	84.1	120.8	114.8	176.4	159.8	186.5
Engagements extérieurs	61.6	68.8	85.4	96.5	99.3	100.7	91.9	107.3
Avoirs extérieurs nets	-0.2	-14.9	-1.3	24.3	15.4	75.7	67.9	79.2

Sources: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO); et autorités nigériennes.

Tableau 23. Niger : Créances du système bancaire sur l'Etat, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA; fin de période)							
Banque centrale	57.9	65.4	41.8	47.6	54.5	56.0	85.6	75.3
Créances	74.3	69.4	72.2	85.6	99.7	109.2	107.6	107.8
Avances statutaires	31.7	30.4	25.8	32.2	33.1	33.1	33.1	32.1
Rétrocessions de prêt du FMI	42.6	39.0	45.8	53.0	66.2	74.4	73.5	75.2
Avances consolidées	0.0	0.0	0.6	0.5	0.4	1.7	1.1	0.5
Engagements	16.4	4.2	30.4	38.0	45.2	53.3	22.0	32.5
Dépôts postaux	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts du Trésor	0.0	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8	1.7
Autres dépôts de l'État	16.0	3.0	30.0	37.6	44.8	52.1	20.5	30.4
Avoirs du FMI en monnaies	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	1.1	0.7	0.4
Banques commerciales	3.0	3.4	-0.3	-1.3	-3.1	-2.0	-3.5	-7.1
Créances	12.8	12.2	11.4	10.7	10.4	10.9	10.3	12.1
Systèmes de comptes chèques pc	0.7	0.9	0.4	0.2	0.5	0.5	1.0	0.6
Effets de l'État	6.1	5.6	5.3	5.7	4.7	4.7	2.2	4.1
Autres	6.2	5.7	5.7	4.9	5.3	5.6	7.1	7.4
Engagements	9.8	8.8	11.6	12.0	13.6	12.8	13.8	19.2
Dépôts à vue	8.7	7.2	10.0	11.3	9.9	9.0	9.7	16.8
Dépôts à terme	1.1	1.6	1.6	0.7	3.6	3.8	4.1	2.3
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts privés auprès du système de comptes chèques pc	2.5	2.9	1.6	1.6	1.7	2.4	3.2	2.5
Traites douanières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.4	3.2	2.5
Créances nettes du système bancaire sur les administrations publiques	63.4	71.7	43.1	48.0	53.1	56.4	85.3	70.5

Sources: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et autorités nigériennes

Tableau 24. Niger : Récapitulatif comptable de la Banque centrale, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA, fin de période)							
Avoirs extérieurs nets	-14.5	-17.9	2.5	19.7	10.2	68.1	49.0	67.1
Avoirs	29.9	25.1	57.7	80.8	84.5	150.2	120.8	138.5
Engagements	44.4	43.0	55.2	61.1	74.3	82.1	71.8	71.4
Créances nettes sur l'Etat	57.9	65.4	41.8	47.6	54.5	56.2	85.6	75.1
Créances	74.3	69.5	72.2	85.6	99.7	109.2	107.6	107.8
Engagements	16.4	4.1	30.4	38.0	45.2	53.3	22.0	32.5
Créances nettes sur les banques	-3.8	-7.1	-11.0	-15.4	-22.3	-29.5	-30.8	-28.8
Créances	3.9	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1
Avances, marché monétaire	3.9	1.2	1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres avances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.2	1.2	1.1
Engagements	7.7	8.3	12.2	16.6	23.5	30.7	32.0	29.9
Dépôts, marché monétaire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres dépôts	4.5	6.2	10.0	12.3	18.6	23.2	23.8	21.3
Devises détenues par les banqu	3.2	2.1	2.3	4.4	4.9	7.6	8.3	8.5
Créances nettes sur les institutions financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Devises en dehors des banques	24.5	34.1	32.2	49.8	39.3	84.9	97.7	108.1
Contreparties en DTS	7.6	7.9	9.0	8.8	8.7	7.7	7.5	7.2
Autres postes, net	7.1	-2.2	-8.2	-7.1	-6.0	1.6	-1.5	-2.0

Sources: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et autorités nigériennes

Tableau 25. Niger : Récapitulatif comptable des banques commerciales, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA, fin de période)								
Avoirs extérieurs nets	4.2	3.1	-3.8	13.4	14.2	8.0	21.5	17.7
Avoirs	21.3	28.9	26.4	40.0	30.3	34.0	39.0	48.0
Engagements à court terme	17.1	25.8	30.2	26.6	16.1	26.0	17.4	30.3
Marché monétaire net	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Avances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres réserves	7.7	8.8	10.5	15.2	22.1	30.1	31.1	28.3
Avoirs du FMI en monnaies	3.2	2.1	2.3	4.4	4.9	7.6	8.3	8.5
Dépôts à la banque centrale	4.5	6.7	8.3	10.9	17.1	22.5	22.8	19.8
Créances bancaires nettes sur l'Etat	3.1	3.3	-0.3	-1.3	-3.1	-2.0	-3.5	-7.1
Créances	12.8	12.1	11.3	10.7	10.4	10.9	10.3	12.1
Dépôts	9.8	8.8	11.6	12.0	13.5	12.9	13.8	19.2
Crédits au secteur privé	49.2	47.7	68.6	66.0	75.8	83.0	101.1	121.3
Court terme	35.7	35.1	56.2	54.0	62.7	64.1	71.0	83.0
Long et moyen terme	13.5	12.7	12.5	12.1	13.1	18.9	30.1	38.3
Crédits productifs	12.1	11.2	11.0	10.4	12.3	14.5	28.6	35.6
Crédits non productifs	1.3	1.5	1.5	1.7	0.8	4.4	1.5	2.7
Dépôts	52.7	57.7	69.2	85.2	95.0	106.2	132.4	137.8
À vue	32.1	34.0	42.2	52.4	54.5	61.8	82.0	81.6
<i>dont</i> : entreprises publiques	1.7	2.1	2.3	2.0	1.7	1.4	2.6	3.1
A terme	20.6	23.8	27.0	32.7	40.5	44.4	50.3	56.2
<i>dont</i> : entreprises publiques	2.2	1.3	2.0	1.3	1.1	1.2	2.7	3.4
Réescompte de la banque centrale	3.9	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1
Engagements extérieurs à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	2.6	5.6
Autres postes, net	7.5	4.0	4.7	7.0	12.4	11.5	14.0	15.6

Sources: Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO); et autorités nigériennes.

Tableau 26. Niger : Répartition du crédit aux secteurs public et privé, 1998-2005 ^{1, 2}

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA, fin de période)								
Court terme								
Agriculture	1,326	1,169	1,105	1,040	410	516	632	928
Extraction minière	4,450	1,278	1,476	626	1,178	1,212	2,833	2,155
Industrie	6,650	8,702	7,698	8,196	9,468	4,703	7,812	9,675
Bâtiment	7,720	7,797	5,214	5,944	5,963	6,838	8,018	10,597
Transport	3,450	3,674	3,391	2,589	2,456	3,845	45,235	53,711
Commerce	29,500	35,116	41,720	40,099	34,136	40,743	5,080	11,474
Autres	8,541	9,033	11,770	15,920	17,370	19,713	12,000	11,632
Total	61,637	66,769	72,374	74,414	70,981	77,570	81,610	100,172
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	6,851	13,181	21,497	16,985	15,741	13,490	16,792	17,184
Moyen terme								
Agriculture	56	0	0	38	35	47	29	162
Extraction minière	0	0	0	0	0	0	182	3,312
Industrie	280	421	772	613	431	493	2,273	2,787
Bâtiment	64	60	309	377	574	410	670	554
Transport	562	705	1,099	804	998	1,012	6,257	7,483
Commerce	1,109	2,716	2,303	2,342	1,808	2,131	6,614	7,672
Autres	989	2,338	2,940	4,266	6,670	5,345	7,690	10,002
Total	3,061	6,240	7,423	8,440	10,516	9,438	23,715	31,981
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	7	532	910	1,575	1,288	1,010	1,688	5,214
Long term								
Agriculture	0	0	0	0	0	0	0	0
Extraction minière	0	0	0	0	0	0	0	0
Industrie	21	9	7	0	0	0	0	0
Bâtiment	0	0	0	36	0	0	0	0
Transport	0	16	14	45	17	0	0	0
Commerce	37	42	33	0	14	24	31	111
Autres	295	2,238	1,947	1,879	1,658	1,128	1,205	814
Total	353	2,305	2,001	1,960	1,689	1,152	1,236	2,635
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	0	750	577	554	554	554	554	1,368
Total	65,051	75,314	81,798	84,814	83,186	88,160	106,561	134,788
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	6,858	14,463	22,984	19,114	17,583	15,054	19,034	23,766

Sources: Banque centrale des Etats de l'Ouest (BCEAO) et autorités nigériennes.

¹Administration centrale exclue.²Tel que déclaré à la *Centrale des risques du Niger*; les totaux peuvent être différents du Tableau 28.

Tableau 27. Niger : Répartition du crédit aux secteurs public et privé, 1998-2005¹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Pourcentage, fin de période)							
Court terme								
Agriculture	2.2	1.8	1.5	1.4	0.6	0.7	0.8	0.9
Extraction minière	7.2	1.9	2.0	0.8	1.7	1.6	3.5	2.2
Industrie	10.8	13.0	10.6	11.0	13.3	6.1	9.6	9.7
Bâtiment	12.5	11.7	7.2	8.0	8.4	8.8	9.8	10.6
Transport	5.6	5.5	4.7	3.5	3.5	5.0	55.4	53.6
Commerce	47.9	52.6	57.6	53.9	48.1	52.5	6.2	11.5
Autres	13.9	13.5	16.3	31.4	24.5	25.4	14.7	11.6
Total	100.0	100.0	99.9	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	11.1	19.7	29.7	22.8	22.2	17.4	20.6	17.2
Moyen terme								
Agriculture	1.8	0.0	0.0	0.5	0.3	0.5	0.1	0.5
Extraction minière	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8	10.4
Industrie	9.1	6.7	10.4	7.3	4.1	5.2	9.6	8.7
Bâtiment	2.1	1.0	4.2	4.5	5.5	4.3	2.8	1.7
Transport	18.4	11.3	14.8	9.5	9.5	10.7	26.4	23.4
Commerce	36.2	43.5	31.0	27.7	17.2	22.6	27.9	24.0
Autres	32.3	37.5	39.6	50.5	63.4	56.6	32.4	31.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	0.2	8.5	12.3	18.7	12.2	10.7	7.1	16.3
Long term								
Agriculture	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Extraction minière	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Industrie	5.9	0.4	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bâtiment	0.0	0.0	0.0	1.8	0.0	0.0	0.0	0.0
Transport	0.0	0.7	0.7	2.3	1.0	0.0	0.0	0.0
Commerce	10.5	1.8	1.6	0.0	0.8	2.1	2.5	4.2
Autres	83.6	97.1	97.3	95.9	98.2	97.9	97.5	30.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>dont</i> : entreprises publiques et semi-publiques	10.5	19.2	28.1	22.5	21.1	17.1	17.6	17.6

Sources: Banque centrale des Etats de l'Ouest de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et autorités nigériennes.

¹Administration centrale exclue.

Tableau 28. Niger : Taux de réescompte appliqués par la Banque centrale, 1989-2006 ¹
(Pourcentage par an)

	Taux d'escompte ²	Taux spécial d'avance du Trésor ³
2 oct. 1989	10.50	9.60
27 nov. 1989	11.00	9.60
20 août 1992	13.00	9.70
9 nov. 1992	12.50	8.90
20 déc. 1993	10.50	9.70
18 janv. 1994	14.50	7.70
27 juin 1994	12.00	7.70
1 août 1994	11.00	5.20
29 août 1994	10.00	5.20
23 janv. 1995	9.00	5.20
5 juin 1995	8.50	4.50
26 déc. 1996	7.50	6.50
19 août 1996	7.00	4.50
21 oct. 1996	6.50	4.50
17 févr. 1997	6.25	4.51
8 sept. 1997	6.00	5.20
31 août 1998	6.25	4.95
4 janv. 1999	5.75	4.95
31 déc. 1999	5.75	4.95
19 juin 2000	6.50	5.20
7 juil. 2003	5.50	4.95
20 oct. 2003	5.00	4.50
31 déc. 2003	5.00	4.50
22 mars 2004	4.50	...
24 août 2006	4.75	...

Source: Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

¹Taux appliqués au crédit à court terme d'un an ou moins et au crédit à moyen terme jusqu'à dix ans et jusqu'à 15 ans depuis le 1er octobre 1989. La BCEAO réescompte aussi le crédit à long terme qui au moment de la réescompte n'a pas plus de 10 ans d'échéance.

²Le taux d'escompte unifié est applicable à toutes les avances à l'exception de celles au Trésor.

³Depuis l'abolition des avances statutaires de la BCEAO aux Etats membres en janvier 2003, ce taux n'est plus applicable.

Tableau 29. Niger : Taux de prêts appliqués par les banques commerciales, 1988-1993

Taux	23 déc. 1988		30 mars 1989		39357 1989		27 nov. 1989		20 août 1992		39395 1992		Depuis 1 ^{er} oct 1993	
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
(Pourcentage par an)														
Crédit à court et moyen terme														
Financement des campagnes et crédit à l'exportation	8.5	9.5	10.0	11.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Financement du stockage des produits agricoles	8.5	9.5	10.0	11.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Crédit aux PME	1	8.5	10.5	12.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Crédit aux nationaux ² pour la construction de la résidence primaire	8.5	10.5	10.0	12.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Autres crédits	9.5	14.5	10.0	15.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Crédit à long terme ³														
Crédit aux PME	1	8.5	10.5	12.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Crédit aux nationaux ² pour la construction de la résidence primaire	8.5	10.5	10.0	12.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		
Autres crédits	9.5	14.5	10.0	15.0	15.5	15.5	16.0	16.0	18.0	17.5	17.5	Free		

Source: Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

¹A l'origine ne dépassait pas 20 millions de FCFA; depuis le 1^{er} mai 1979, ne dépasse pas 30 millions de FCFA.

²De tout membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

³A l'origine avec une échéance de plus de 2 ans et de moins de 10 ans et de moins de 15 ans depuis le 2 octobre 1989.

Tableau 30. Nige r : Taux de dépôts appliqués par les banques commerciales, 1989-2005 ¹

	Mars 1989 - Octobre 1989				Novembre 1989 - Octobre 1993				Janvier 1994 - Présent				
	30 mar. 1989	22 sept. 1989	23 déc. 1988	30 mar. 1989	2 oct. 1989	27 nov. 1989	20-Aug 1992	9 nov. 1992	1 oct. 1993	18 jan. 1994	8 jul. 1994	26 sep. 1994	1 ^{er} avril 1996
	(Percent per year)												
	(Jusqu'à 500 000 FCFA)				(Jusqu'à 5 millions de FCFA)				(Jusqu'à 5 millions de FCFA)				
Dépôts publics ²	Fixé par accord				Gratuit				Gratuit				
Autres dépôts ³													
Dépôts à vue	--	-- ⁴	-- ⁴	-- ⁴	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Dépôts à terme	5.00	4.75	5.50	6.00	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶
Moins de 6 mois	6.50	5.75	6.50	7.00	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶
Moins de 6 mois à un an	7.75*	7.00*	8.00*	8.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶
Un an et plus	6.50	5.75	6.50	7.00	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶
Certificats de dépôt	7.75*	7.00*	8.00*	8.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶	TMM-2 ⁶
Six mois -- moins d'un an	7.50	6.50	7.00	7.50	9.00	7.00	9.00	8.50	4.50	8.00	5.00	4.50	3.50
Un an et plus													
Dépôts d'épargne ⁵													
	(Plus de 500 000 FCFA)				(Plus de 5 millions de FCFA)				(Plus de 5 millions de FCFA)				
	Fixé par accord				Gratuit				Gratuit				
Dépôts publics ²													
Autres dépôts	-- ⁴	-- ⁴	-- ⁴	-- ⁴	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Dépôts à vue	6.50	5.75*	6.50*	7.00	6.50*	7.00*	9.00*	8.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Dépôts à terme	7.75	7.00*	7.75*	8.25	7.50*	8.00*	10.00*	9.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Moins de 6 mois	9.00*	8.00*	9.00*	9.50*	8.50*	9.00*	11.00*	10.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Six mois -- moins d'un an	7.75	7.00*	7.75	8.25*	7.50*	8.00*	10.00*	9.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Un an et plus	9.00*	8.00*	9.00*	9.50*	8.50*	9.00*	11.00*	10.50*	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵	-- ⁵
Certificats de dépôts	7.50	6.50	7.00	7.50	6.50	7.00	9.00	8.50	4.50	8.00	5.00	4.50	Libre
Six mois -- moins d'un an													
Un an et plus													
Dépôts d'épargne ⁵													

Source: Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

¹Taux fixes, sauf ceux marqués d'un astérisque (*), auquel cas, ce sont des taux minimum.²Inclut les dépôts du Trésor, de la Banque d'épargne postale et des autres organes de l'Etat, des entreprises publiques et mixtes et dépôts spéciaux obligatoires du secteur privé selon la loi, tels que les réserves d'assurance.³Les taux de dépôt ne sont plus fixés par la BCEAO.⁴Taux moyen mensuel du marché monétaire publié par la BCEAO moins 2%.⁵Applicable aux dépôts d'épargne inférieurs à 5 millions de FCFA.⁶L'obligation que les banques versent des intérêts sur les dépôts à vue a été suspendue le 1er janvier 1985.

Tableau 31. Niger : Taux d'intérêt du marché monétaire, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Pourcentage par an)							
Janvier	4.50	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Février	5.50	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Mars	4.50	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Avril	4.60	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Mai	4.80	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Juin	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Juillet	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Août	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Septembre	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Octobre	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Novembre	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95
Décembre	4.95	5.00	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95	4.95

Source : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Tableau 32. Balance de paiements du Niger, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Milliards de FCFA, sauf indication contraire)								
Solde des transactions courantes	-84.2	-80.9	-79.1	-67.9	-98.9	-95.1	-109.5	-133.1
Solde sur les produits	-35.5	-26.2	-33.9	-43.3	-63.8	-77.5	-80.8	-136.6
Exportations, f.a.b.	197.0	176.6	201.2	199.7	194.8	194.7	230.7	263.5
Uranium	76.5	65.1	64.0	63.0	62.5	65.5	70.1	78.5
Bétail	24.0	26.4	37.0	40.3	38.9	35.5	26.8	29.1
Or	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.7	34.2
Autres exportations	96.5	85.0	100.2	96.4	93.5	102.3	123.1	121.7
<i>dont</i> : réexportations	17.3	11.6	26.1	36.7	24.0	36.3	21.4	27.3
Importations, f.a.b.	232.5	202.8	235.1	243.1	258.7	272.3	311.5	400.1
<i>dont</i> : Produits alimentaires	76.5	59.9	64.1	76.9	83.0	78.9	94.6	124.8
Produits pétroliers	33.0	33.8	47.3	25.8	28.4	31.7	40.5	66.3
Services et revenus (net)	-83.0	-76.7	-78.9	-77.3	-87.7	-220.6	-96.3	-110.3
Services (net)	-69.1	-64.9	-67.2	-66.3	-70.9	-212.7	-89.6	-102.7
Revenus (net)	-13.9	-11.8	-11.8	-11.0	-16.8	-7.9	-6.7	-7.6
<i>dont</i> : intérêts sur la dette publique extérieure	-17.8	-18.5	-19.6	-24.1	-21.2	-16.1	-8.0	-8.0
Transferts courants sans contrepartie (net)	34.3	22.1	33.7	52.7	52.5	58.8	67.5	113.8
Privés (net)	-3.4	2.1	2.7	10.5	8.6	7.0	16.2	66.5
Publics (net)	37.8	20.0	31.0	42.2	43.9	51.8	51.3	47.3
<i>dont</i> : dons pour assistance budgétaire	26.7	12.1	22.2	25.7	18.6	25.1	26.5	38.7
Compte de capital et financier	30.2	46.4	65.4	52.8	77.6	78.4	107.8	140.6
Compte de capital	41.1	47.3	38.4	34.2	53.8	42.6	52.2	50.3
Transferts de capitaux privés	2.4	2.6	1.3	1.5	8.0	3.2	5.7	5.0
Dons projets	38.7	44.7	37.1	32.7	45.8	39.4	46.5	45.3
Compte financier	-10.9	-0.9	27.0	18.6	23.8	35.8	55.6	90.3
Investissements directs	-0.7	0.3	6.4	19.4	2.9	13.0	7.1	7.8
Investissements de portefeuille	-0.5	-0.1	6.5	2.7	1.0	1.0	2.5	14.5
Autres investissements	-9.7	-1.1	14.1	-3.5	19.9	21.8	46.0	68.0
Secteur public (net)	26.3	2.7	19.3	12.4	31.8	29.8	49.8	40.4
Décaissements	52.0	26.6	54.7	53.7	78.0	68.4	64.1	55.0
Prêts pour assistance budgétaire	30.5	8.1	26.3	30.4	44.2	32.8	17.6	14.8
Prêts projets	21.4	18.5	28.4	23.3	33.8	35.6	46.5	40.2
Amortissement	25.7	23.8	35.4	41.3	46.2	38.6	22.4	14.6
Autres (net)	-36.0	-3.8	-5.2	-16.0	-11.9	-8.0	-3.9	27.6
Erreurs et omissions	12.2	-12.1	-16.6	-9.2	-21.6	-16.5	-24.1	8.1
Solde global	-41.9	-46.6	-30.2	-24.3	-42.9	-33.2	-25.8	15.6
Financement	41.9	46.6	21.7	24.3	43.0	-33.2	25.8	-15.6
Avoirs extérieurs nets (Banque centrale des Etats de l'Afrique)	0.4	13.6	-20.4	-17.3	9.5	-57.9	19.1	-18.4
Rééchelonnement obtenu	26.8	7.5	157.7	41.6	33.5	24.7	6.7	2.8
Variation des arriérés	14.7	25.6	-115.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Déficit de financement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources : autorités nigériennes et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 33. Niger : Composition des exportations, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Valeur en milliards de FCFA; volumes en tonnes et prix en FCFA le kilo, sauf indication contraire)							
Total exportations	197.0	176.6	201.2	199.7	194.8	194.7	230.7	263.5
Uranium								
Valeur	76.5	65.1	64.0	63.0	62.5	65.5	70.1	78.5
Volume	3,399.0	2,960.0	2,950.0	2,960.0	2,960.0	2,960.0	3,340.0	3,400.0
Prix (en 000's de FCFA le kilo)	22.5	22.0	21.7	21.3	21.1	21.1	21.1	23.1
Bétail								
Valeur	24.2	26.4	37.0	40.3	38.9	35.5	26.8	29.1
Volume	54,483.0	42,724.0	74,699.0	70,058.0	62,667.0	45,047.0	35,817.0	40,152.0
Prix	441.1	618.8	495.5	575.0	620.0	645.0	748.3	723.9
Niébé								
Valeur	12.8	11.9	13.4	6.9	7.6	10.8	14.0	11.4
Volume	1,950.0	40,526.0	56,640.0	24,000.0	26,400.0	37,646.0	40,761.0	23,940.0
Prix	298.0	294.1	237.0	288.0	287.0	257.4	344.4	477.5
Oignons								
Valeur	16.6	15.3	11.8	10.8	13.8	13.9	35.7	33.8
Volume	56,055.0	49,825.0	57,121.0	38,748.0	49,181.0	45,707.0	93,261.0	83,247.9
Prix	299.0	306.1	207.0	279.0	281.0	307.7	383.0	406.3
Autres exportations								
Valeur	66.9	57.9	74.9	78.7	72.0	77.6	84.1	110.7

Sources : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO); et estimations des services du FMI.

Tableau 34. Niger : Composition des importations, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Valeurs en milliards de FCFA, volumes en tonnes)								
Total importations, c.a.f.	252.5	232.6	264.9	283.3	302.5	335.7	391.8	503.3
Produits pétroliers	36.7	40.0	54.8	31.1	34.3	47.0	51.0	83.3
Riz et produits liés								
Valeur	85.2	71.0	74.3	92.7	100.2	98.1	119.0	157.0
Volume	392.4	272.5	397.2	433.5	403.8	415.9	485.0	630.0
Prix (la tonne)	217.1	260.4	187.0	213.8	224.2	235.8	245.3	249.0
Biens de consommation	55.6	43.2	67.1	85.6	72.4	84.1	86.6	99.9
Biens intermédiaires & biens d'équip	74.9	78.4	68.8	73.9	95.7	106.5	135.3	163.1
(Pourcentage du total des importations)								
Produits pétroliers	12.9	16.1	19.2	10.3	10.6	14.0	13.0	16.6
Riz et produits liés	30.0	28.5	26.0	30.7	31.1	29.2	30.4	31.2
Biens de consommation	30.6	23.9	30.8	34.6	28.6	25.1	22.1	19.8
Biens intermédiaires	26.4	31.5	24.0	24.4	29.7	31.7	34.5	32.4

Sources : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO); et estimations des services du FMI.

Tableau 35. Niger : Direction des échanges, 1998-2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Millions de dollars EU)								
Exportations, f.a.b.. ¹	206.1	178.7	195.7	162.3	156.3	174.6	243.7	306.6
Pays industrialisés	140.2	108.3	99.9	88.2	94.3	102.4	156.6	131.7
<i>Dont:</i> France	96.7	69.2	60.0	56.1	60.9	61.2	91.6	108.8
Espagne	7.5	7.2	6.2	5.8	6.0	6.3	...	...
Japon	32.8	31.0	27.3	25.3	26.7	28.4	34.1	37.7
Pays en développement	65.9	70.4	95.8	74.0	62.4	72.2	87.0	175.0
<i>Dont:</i> Côte d'Ivoire	10.0	8.8	5.4	4.3	1.5	2.6	8.3	6.8
Nigeria	42.5	50.9	78.0	61.4	51.9	55.3	54.4	44.5
(Pourcentage total des exportations)								
Pays industrialisés	68.0	60.6	51.0	54.3	60.3	58.6	64.3	43.0
<i>Dont:</i> France	46.9	38.7	30.7	34.5	39.0	35.1	37.6	35.5
Espagne	3.6	4.0	3.2	3.6	3.8	3.6	...	...
Japon	15.9	17.3	13.9	15.6	17.1	16.3	14.0	12.3
Pays en développement	32.0	39.4	49.0	45.6	39.9	41.4	35.7	57.1
<i>Dont:</i> Côte d'Ivoire	4.9	4.9	2.8	2.6	1.0	1.5	3.4	2.2
Nigeria	20.6	28.5	39.9	37.8	33.2	31.7	22.3	14.5
(Millions de dollarsEU)								
Importations, c.a.f.. ¹	362.0	315.1	280.8	324.8	395.2	492.3	626.1	684.9
Pays industrialisés	191.8	141.6	121.5	129.5	150.4	142.5	279.7	250.8
<i>Dont:</i> France	95.1	70.7	55.2	62.1	66.7	80.8	99.5	115.1
Espagne	8.2	7.8	5.8	4.3	5.7	6.1	..	...
Japon	17.0	19.7	16.6	15.6	18.4	24.0	30.8	21.1
Pays en développement	162.6	168.3	157.3	192.1	239.5	295.6	346.4	434.1
<i>Dont:</i> Côte d'Ivoire	39.4	47.5	39.9	47.4	59.2	68.5	60.8	63.7
Nigeria	32.2	25.2	28.4	33.5	29.2	37.9	46.6	40.5
(Pourcentage total des exportations)								
Pays industrialisés	53.0	44.9	43.3	39.9	38.1	28.9	44.7	36.6
<i>Dont:</i> France	26.3	22.4	19.6	19.1	16.9	16.4	15.9	16.8
Espagne	2.3	2.5	2.1	1.3	1.4	1.2	...	...
Japon	4.7	6.3	5.9	4.8	4.7	4.9	4.9	3.1
Pays en développement	44.9	53.4	56.0	59.1	60.6	60.0	55.3	63.4
<i>Dont:</i> Côte d'Ivoire	10.9	15.1	14.2	14.6	15.0	13.9	9.7	9.3
Nigeria	8.9	8.0	10.1	10.3	7.4	7.7	7.4	5.9
(Pourcentage total échanges)								
Pays industrialisés	58.4	50.6	46.5	44.7	44.4	36.7	50.2	38.6
<i>Dont:</i> France	33.8	28.3	24.2	24.3	23.1	21.3	22.0	22.6
Espagne	2.8	3.0	2.5	2.1	2.1	1.9	...	...
Japon	3.0	4.0	3.5	3.2	3.3	14.4	13.5	19.8
Pays en développement	30.4	35.9	34.1	40.3	43.7	44.7	40.8	44.5
<i>Dont:</i> Côte d'Ivoire	14.4	19.9	24.7	22.3	20.1	18.6	13.2	10.9
Nigeria	5.7	5.1	6.0	6.9	5.3	5.7	5.4	4.1

Sources: FMI, Direction of Trade Statistics Yearbook, et estimations des services du FMI.

¹ Les données régionales ne correspondent pas au total mondial.

Tableau 36 Niger : Dette publique extérieure à moyen terme et à long terme par créanciers, 1998-2005¹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	(Milliards de FCFA, sauf indication contraire; fin de période)							
Crédits fournisseurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Institutions financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
France	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Etats-Unis	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts multilatéraux	546.7	606.5	676.8	763.3	738.2	711.6	731.3	839.1
Banque africaine de développement (BAfD)	1.6	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Fonds de développement africain (FDA)	71.6	77.3	90.0	105.3	98.1	96.7	116.9	136.5
ABEDA ²	16.8	6.8	0.9	19.8	19.5	15.5	13.9	18.5
Conseil de L'Entente	0.4	0.8	0.9	1.0	2.4	2.4	0.0	0.0
Fonds CEDEAO ³	0.5	0.5	0.6	0.6	0.9	0.0	0.0	0.0
UEMOA	0.0	0.0	0.0	0.0	8.2	8.2	8.1	7.6
Union européenne	4.0	4.0	4.0	4.0	25.7	3.0	0.0	2.8
Banque européenne d'investissements	19.5	19.5	19.4	19.4	...	12.3	10.9	10.4
Fonds int. pour le dév. de l'agr.	16.2	14.8	38.0	53.0	...	21.1	19.2	22.2
IDA	387.7	448.5	490.0	522.0	545.4	518.9	516.2	575.9
Banque islamique de développement	24.1	23.5	27.7	26.8	27.1	23.7	21.3	23.0
Fonds OPEP pour le développement international	4.4	6.8	5.3	10.2	8.1	6.4	11.9	18.9
Banque de développement de l'Afrique de l'	...	3.9	...	1.2	2.6	3.4	12.0	22.2
Autres	...	...	...	...	...	...	0.8	1.2
Prêts bilatéraux	257.9	266.6	312.5	266.5	275.0	133.4	83.7	108.4
Algérie	8.9	11.8	11.9	12.4	14.3	7.3	4.6	9.7
Chine	7.7	7.7	9.5	7.0	1.7	1.4	2.1	1.6
France	109.8	110.8	115.5	93.3	89.6	61.4	0.0	0.0
Iraq	1.1	1.1	1.5	1.4	1.2	1.1	0.0	1.1
Japan	13.7	12.7	18.2	17.6	14.4	0.0	0.0	0.0
Koweït	20.0	24.1	37.8	42.4	26.3	0.0	20.6	24.0
Libye	11.0	14.1	17.8	17.9	18.2	11.7	6.9	12.5
Arabie saoudite	21.0	21.1	26.0	8.5	26.3	0.0	20.5	26.1
Espagne	11.9	10.8	12.5	12.4	11.4	0.0	0.0	0.0
Emirats arabes unis	1.6	1.6	0.0	0.0	3.1	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	10.8	10.3	11.8	10.4	8.7	0.0	0.0	0.0
Etats-Unis	6.2	6.3	7.7	7.8	6.7	0.0	0.0	0.0
Taiwan Province de Chine	34.2	34.2	42.3	35.4	53.2	50.5	28.9	33.5
Utilisation des ressources du FMI	42.6	43.9	52.1	57.1	70.4	71.7	73.5	70.7
Total décaissé dette en cours	847.2	917.0	1,041.4	1,086.9	1,083.6	916.7	888.4	1,018.3
Pour mémoire :								
Crédit fournisseurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Institutions financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts multilatéraux	69.6	70.9	70.0	75.5	74.6	85.4	90.6	89.4
<i>dont</i> : FMI, IDA, BAfD/FAfD	59.4	62.1	60.7	63.0	65.9	75.0	79.5	76.9
Prêts bilatéraux	30.4	29.1	30.0	24.5	25.4	14.6	9.4	10.6
<i>dont</i> : France	13.0	12.1	11.1	8.6	8.3	6.7	0.0	0.0

Sources : autorités nigériennes et estimations des services du FMI.

¹Décaissé et en cours; les chiffres sont arrondis.²Banque arabe pour le développement en Afrique³Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Tableau 37. Niger : Dette extérieure à moyen et à long terme par créanciers, 1998-2005¹

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(Millions de dollars EU, fin de période)								
Crédits fournisseurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Institutions financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
France	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
États-Unis	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts multilatéraux	933.4	933.5	999.5	1,078.7	1,323.8	1,316.6	1,494.7	1,498.3
Banque africaine de développement (BAfD)	2.7	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Fonds de développement africain (FDA)	121.3	119.0	127.7	143.7	156.9	178.9	239.0	244.4
ABEDA ²	28.5	10.4	1.3	27.0	31.2	28.7	28.4	33.1
Conseil de L'Entente	0.7	1.2	1.3	1.3	3.9	4.4	0.0	0.0
Fonds CEDEAO ³	0.9	0.8	0.9	0.8	1.5	0.0	0.0	0.2
UEMOA	0.0	0.0	0.0	0.0	13.1	15.2	16.6	12.8
Union européenne	6.8	6.2	5.7	5.4	41.1	5.6	0.0	4.7
Banque européenne d'investissements	33.0	30.0	11.6	26.5	...	22.8	22.3	17.6
Fonds int. pour le dév. de l'agr.	27.5	22.8	27.5	72.3	...	39.0	39.2	39.7
IDA	657.2	690.4	695.1	712.2	872.0	960.1	1,055.1	1,030.9
Banque islamique de développement	40.9	36.1	53.9	36.6	43.3	43.9	43.6	39.1
Fonds OPEP pour le développement international	7.5	10.5	39.3	13.9	13.0	11.8	24.3	33.9
Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest	6.7	6.1	7.5	1.6	4.2	6.3	24.5	39.8
Autres	...	...	...	...	...	...	1.7	2.1
Prêts bilatéraux	437.1	410.2	444.1	367.7	439.6	246.9	171.0	194.0
Algerie	15.1	18.2	16.9	16.9	22.9	13.5	9.5	17.4
Chine	13.1	11.9	13.5	9.6	2.7	2.6	4.3	2.8
France	186.1	170.5	163.8	127.3	143.2	113.6	0.0	0.0
Iraq	1.8	1.7	2.1	1.9	1.9	2.0	0.0	1.9
Japon	23.2	19.6	25.8	24.0	23.0	0.0	0.0	0.0
Koweït	33.8	37.1	53.6	57.9	42.0	0.0	42.2	42.9
Libye	18.7	21.7	25.3	24.4	29.1	21.7	14.1	22.3
Arabie Saoudite	35.5	32.4	36.9	11.6	42.0	0.0	42.0	46.7
Espagne	20.2	16.6	17.7	16.9	18.3	0.0	0.0	0.0
Emirats arabes unis	2.8	2.5	0.0	0.0	4.9	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	18.3	15.8	16.7	14.2	13.9	0.0	0.0	0.0
États-Unis	10.5	9.6	10.9	10.6	10.7	0.0	0.0	0.0
Taiwan Province de Chine	58.0	52.7	60.9	48.3	85.0	93.4	59.1	60.0
Utilisation des ressources du FMI	73.4	68.1	73.2	80.8	106.5	131.4	134.3	127.8
Total décaissé dette en cours	1,443.9	1,411.8	1,516.8	1,527.2	1,869.9	1,694.8	1,800.0	1,820.2
Pour mémoire :								
Crédit fournisseurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Institutions financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts multilatéraux	64.6	66.1	70.7	70.6	70.8	77.7	83.0	82.3
dont: FMI, IDA, BAfD/FAfD	54.1	57.3	59.1	56.0	55.0	67.2	71.9	70.1
Prêts bilatéraux	30.3	29.1	29.3	24.1	23.5	14.6	9.5	10.7
dont: France	12.9	12.1	10.8	8.3	7.7	6.7	0.0	0.0

Sources : autorités nigériennes et estimations des services du FMI.

¹Décaissé et en cours; les chiffres sont arrondis.²Banque arabe pour le développement en Afrique³Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
1. Impôt sur le revenu et les bénéfices	Perçu sur le revenu net des entreprises constituées ou non en société dans le domaine du commerce, de l'industrie, de l'agriculture ou de l'artisanat au Niger. Le BIC est aussi applicable aux coopératives et aux unions qui exploitent un magasin, aux vendeurs de terrain aux fins de développement, aux sociétés immobilières et aux institutions commerciales publiques.	Exonérés : les coopérative et leurs unions qui n'exploitent pas de points de détail, les sociétés d'aide mutuelle, les sociétés de crédit mutuel et les autres organes agricoles ainsi que les centres culturels. Exonération de cinq ans pour les entreprises qui ont adopté le Code d'investissement.	SAR : 35 % Propriétaire unique: 35% Sociétés d'extraction minière : 35%
1.1. Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux – BIC	Les SAR sont tenus de payer le BIC. Les personnes individuelles ne doivent verser le BIC que si leurs ventes/reventes dépassent 30 millions de [FCFA] ou si elles offrent des services pour une valeur supérieure à 15 millions de FCFA.		
1.2. Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales – BNC	Perçu sur le revenu net des professions non commerciales. Affecte essentiellement les professions libérales et l'utilisation des espaces de bureaux.	Aucune exonération.	35% Dans les cas de partenariat, l'impôt est payable par les partenaires.
1.3. Impôt minimum forfaitaire – IMF	Perçu sur les entreprises tenues de payer le BIC et le BNC.	Exonération de deux ans pour les nouvelles entreprises.	1 % du chiffre d'affaires annuel.
1.4. Acompte provisionnel	Bénéfices industriels et bénéfices non commerciaux.	Sociétés qui ont passé un accord pertinent avec les autorités (<i>sociétés sous régime conventionnel</i>).	60% payable en deux tranches de 30 % en août et octobre.
1.5. Acompte BIC/BNC	Opérations douanières ou facturations (intérieur), retenu à la source.		I. Opérations portuaires: - importations par des opérateurs qui n'ont pas de numéro d'identification fiscale (NIF).....7% II. Opérations douanières: - importations par des opérateurs qui ont

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
1.6 Impôt sur les revenus fonciers	<p>Taxe foncière exigible auprès des propriétaires fonciers particuliers.</p> <p>Taxe immobilière payable par les sociétés sur leurs biens fonciers.</p>	<p>Non soumis aux impôts sur les bénéfices industriels, commerciaux et non commerciaux</p>	<p>un NIF .....4%</p> <p>- importations par des opérateurs qui n'ont pas de NIF .....7%</p> <p>- opérations de re-exportation ou de transit par des opérateurs qui ont un NIF mais qui n'ont pas de certificat d'exonération du BIC/BCN .....4%</p> <p>- opérations de réexportation ou de transit des opérateurs qui n'ont ni NIF ni certificat d'exonération du BIN/BCN .....7%</p> <p>II. Opérations sur le marché intérieur :</p> <p>- vente aux opérateurs sans NIF .....7%</p> <p>- ventes aux opérateurs avec NIF .....7%</p> <p>- services rendus aux livraisons de produits à l'Etat, aux agences de l'Etat ou aux entreprises par un opérateur économique qui n'a pas de NIF .....7%</p> <p>- services rendus à l'Etat, aux organes de l'Etat ou aux entreprises par un opérateur économique qui a un NIF .....2%</p> <p>Résidence secondaire : 7%</p> <p>Locaux vides ou occupés à titre gratuit : 12%</p> <p>Locaux en crédit-bail :20%</p>
	<p>Exonérés : résidence principale des ménages, sites religieux, bâtiments scolaires, exploitations agricoles et les bâtiments avec murs en banco non producteurs de revenus.</p> <p>Exonérés : les bâtiments des administrations publiques non producteurs de revenus, les bâtiments scolaires, les installations de distribution d'énergie qui appartiennent aux administrations centrales ou locales, etc.</p>		

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
1.7. Impôt forfaitaire sur le droit de propriété foncière et immobilière	Impôt sur les biens immobiliers qui appartiennent à des particuliers ou à des sociétés.	Les constructions nouvelles sont exonérées pendant deux ans. Résidence principale de la famille : locaux d'entreprise soumis à la taxe immobilière.	2,5% de la valeur enregistrée au bilan avant amortissement - Terrain non viabilisé : 15 000 FCFA - Terrain clôturé : 20 000 FCFA - Maison en banco : 25 000 FCFA - Maison en semi dur : 30 000 FCFA - Structure d'un étage en dur (villa ou ensemble de <i>célibatérium</i> (unité pour une personne ou une petite famille) : 50 000 FCFA - Structure de deux étages, rez-de-chaussée + 1 : 75 000 FCFA - Structure de deux étages rez-de-chaussée + 1 : annexes ; 100 000 FCFA - Structure avec plus de deux étages : 150 000 FCFA.
1.8. Impôt unique sur les traitements et salaires – IUTS	Retenu à la source tous les ans par les employeurs sur les traitements, salaires et pensions.	Exonérés : prestations familiales, pensions d'invalidité militaires et civiles, pensions d'anciens combattants, rémunération du personnel des missions diplomatiques et des organisations internationales, etc. Application du système de réduction pour charge de famille : 5 % pour chaque ayant-droit, jusqu'à 30 % pour sept ayants-droits. 10% de déduction pour dépenses professionnelles.	Impôt progressif : 0-25 000 FCFA: 2% 25 001-50 000 : 3% 50 001-100 000: 7% 100 001-150 000: 15% 150 001-300 000: 32% 300 001-400 000: 38% 400 001 : 45%.
1.9. Impôt général sur le revenu – IGR	Payé par les experts d'assistance technique français et libyens, sur une base fixée par les conventions signées entre ces pays.		Barème progressif de 0-45%.
1.10 Contribution des patentes	Les professions commerciales, industrielles et toutes les autres ne sont pas expressément exonérées.		Tableau A, B Impôt fixé à des taux variables et calculés ou impôt proportionnel

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
1.11. Patente synthétique -- PS	Exigible auprès de tous les contribuables individuels avec un chiffre d'affaires inférieur à 30 millions de [FCFA] en ventes/reventes, soit 15 millions de [FCFA] en fourniture de services.	Les sociétés et les professions libérales doivent payer le BIC ou le BNC.	déterminé sur la base de la valeur de location des locaux utilisés pour exploiter l'entreprise. 35 000-90 000, FCFA selon l'activité et le chiffre d'affaires.
1.12. Impôt sur le revenu des valeurs mobilières -- IRVM	Perçu sur le versement de distributions par les SAR à leurs actionnaires et sur le revenu des intérêts. Retenu à la source par les sociétés qui effectuent les distributions.		Obligations 13 et 15%. Dividendes 0%. Autres 25% (justificatif de présence)
1.13. Taxe sur les frais généraux -- TSFG	Perçue sur les cadeaux, les frais de réception et d'entretien des véhicules dont le prix dépasse certains plafonds (par ex., 10 000 FCFA par an et par bénéficiaire des cadeaux en question).	Exonéré : entreprises couvertes par les Codes du pétrole, de l'extraction minière et de l'investissement.	30% par an de tout montant qui dépasse les plafonds fixés.
1.14. Taxe d'apprentissage -- TAP	Exigible auprès des entreprises qui versent le BIC ou le BNC.	Exonérations accordées en fonction des dépenses faites par l'entreprise dans le cadre de la formation professionnelle de leurs employés.	2% du salaire versé aux employés nationaux. 4 % pour les autres employés.
2. Taxes sur les biens et services			
2.1. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Perçue sur les importations et les opérations de vente de même que sur la fourniture de services au Niger.	Exonérées : les exportations, certain produits de première nécessité (farine, huile, riz, etc.), les produits locaux non traités, les produits pharmaceutiques, les intrants agricoles, le transport routier de marchandises et de passagers, les opérations d'assurance, etc.	Taux unique de 19%.
2.2. Droits d'accises	Perçus sur certains produits importés ou manufacturés au Niger (tabac, boissons, noix de cola, huiles, etc.)		Tabac 30%. Bière 25%.

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
2.3. Redevance minière	Payée par les sociétés d'extraction d'uranium, lorsqu'elles exportent le minerai.		Autres boissons alcoolisées 45% Cola, huiles, produits cosmétiques et parfums 15%. Thé 12%. 5.5%.
2.4. Taxe sur la publicité commerciale extérieure sur les affiches, placards, panneaux, enseignes lumineuses	Taxes sur les affiches, les placards, les panneaux et les enseignes lumineuses ou tout autre dispositif électronique ou à laser utilisé pour la publicité et installé sur le propriétés de l'État.	Publicité sur les biens autres que ceux de l'État.	- Pour les affiches, les placards et les panneaux publicitaires: 20 000 FCFA par an; - Pour les enseignes lumineuses ou tout autre dispositif électronique ou à laser : 10 000 FCFA par unité et par an. 15%.
2.5. Taxe sur le Pari mutuel urbain	Taxe sur tous les jeux de pari mutuel		
3. Droits de timbres et d'enregistrement			
3.1. Droits d'enregistrement sur les transactions immobilières	Perçus sur les transactions immobilières (locations, ventes, donations).		Droit fixé à des taux proportionnels ou dégressifs, selon le type de bien et la transaction concernée.
3.2. Taxe unique sur l'assurance	Perçue sur les conventions et les contrats d'assurance.	Exonérés : les sociétés d'assurance sur la vie et de réassurance.	1,2-36%, selon les risques.
3.3. Taxe différentielle sur les véhicules à moteur -- TDVM	Perçue sur les véhicules motorisés enregistrés au Niger (vignette).	Exonérés : les véhicules des administrations centrale et locales, ceux des diplomates et personnes assimilées, des handicapés, etc.	5 000-50 000 FCFA selon la capacité du véhicule exprimée en chevaux.

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
3.4. Droit de timbre	Perçu sur les documents juridiques, la correspondance avec les administrations, certaines factures et la plupart des documents officiels.		Variable, selon le document en question.
3.5 Formalités simplifiées d'octroi de titres	Paiement par timbre fiscal.		
3.5 Formalités simplifiées d'octroi de titres	Octroi de titres conformément à des procédures simplifiées et accélérées.	Pas d'exonérations.	<ul style="list-style-type: none"> - Terrain non viabilisé : 15 000 FCFA - Terrain clôturé : 25 000 FCFA - Maison en banco : 75 000 FCFA - Maison avec structure en semi dur : 100 000 FCFA - Structure en dur (villa ou ensemble de <i>célibatarium</i>, unités pour une personne/une petite famille) : 150 000 FCFA - Structure à 2 étages – Rez-de-chaussée + 1 : CFAF 300,000. - Structure à deux étages, rez-de-chaussée + 1 : annexes; 400 000 FCFA - Structures avec plus de deux étages : 500 000 F - Jardin, zone urbaine : 600 000 FCFA - Jardin, zone semi-urbaine : 30 000 FCFA. - Jardin, zone

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
			rurale : 10 000 FCFA. - Champ, zone semi-urbaine : 20 000 FCFA. - Champ, zone urbaine : 5 000 FCFA.
4. Droits et taxes sur le commerce étranger			
4.1. Droits de douane sur les importations	Perçu sur la valeur c.a.f. des importations.	Produits classe 0 (taux zéro) dans le tarif extérieur commun (CET).	Catégories de droits de douane : 0: 0 %. 1: 5 %. 2: 10 %. 3: 20 %.
4.2. Frais de statistiques	Perçus sur la valeur c.a.f. des importations de toutes sources.		1 %.
4.3. Taxe pétrolière	Perçue sur la commercialisation des produits pétroliers.	Exonérés : les produits pétroliers dans le cadre d'accords conditionnels d'allègement et ceux qui sont destinés au transport international aérien.	Taux par litre variable, selon le type de produit.
4.3.1. Hors TIPP	La base fiscale est la valeur c.a.f. des produits qui varie selon les variations de prix et le taux de change du dollar.		
4.3.2. TIPP	Taxation spécifique		Le prix par litre varie selon le type de produit : Super 91 : 75 FCFA/litre Mazout : 0 FCFA/litre Diesel : 29 FCFA/litre. Pétrole lampant : 0 FCFA/litre.
4.4. Prélèvement communautaire de	Imposé sur la valeur des importations concernées.	Exonérés : les produits pétrolier et les	1.0% pour les

Niger. Synthèse du système fiscal, 31 octobre 2006

Taxe	Nature et portée de la taxe	Exonérations et déductions	Taux
solidarité (PCS) de l'UEMOA		marchandises des pays de l'UEMOA.	produits non UEMOA.
4.5. Prélèvement de solidarité CEDEAO	Perçu sur la valeur des importations concernées.	Les produits non pétroliers provenant de la CEDEAO sont exonérés.	1.0 % pour les produits non CEDEAO.
4.6. Redevance statistique sur les exportations	Perçue sur la valeur des exportations concernées		3%.
4.7. Taxe spéciale sur les ré-exportations	Perçue sur les marchandises ré-exportées.		Variable, selon la destination et le type de produit : Plus précisément : (i) Cigarettes: – vers le Nigéria: 5 percent – vers les autres pays : 15% (ii) Autres produits : 10%.